

## JOURNAL OFFICIEL

DES

## ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCÉANIE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 96  
N° 16.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 31  
NO TIURAI 1947.

## ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS MOIS

Etablissements français de l'Océanie.	120 fr.	65 fr.	40 fr.
France et territoires d'Outre-mer.....	125 fr.	70 fr.	40 fr.
Etranger.....	175 fr.	85 fr.	45 fr.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 5 francs.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	8 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne....	4 fr.
Annonces commerciales et avis divers.	10 fr.
Les mêmes renouvelées.....	5 fr.
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, sportives etc.....	5 fr.

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

		Pages
1947 24 avril	Décret n° 47-770, rendant applicable aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer le titre II de la loi n° 46-1889 du 28 août 1946 relative au contrôle des inscriptions sur les listes électorales et à la procédure des inscriptions d'urgence (Arrêté de promulgation n° 841 s. g., du 18 juillet 1947).....	312
24 avril	Décret n° 47-771, portant approbation des arrêtés des 26 juillet, 18 septembre, 12 novembre, 30 novembre 1946 et 6 janvier 1947 du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie ouvrant des crédits supplémentaires au budget local (exercice 1946) (Arrêté de promulgation n° 841 s. g., du 18 juillet 1947)....	313
30 avril	Décret n° 47-865, portant extension dans divers territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer des décrets n°s 46-2347 et 46-2348 du 6 novembre 1946 portant règlement d'administration publique pour l'application des articles 9, 10, et 11 de la loi n° 46-729 du 16 avril 1946 portant amnistie (Arrêté de promulgation n° 841 s. g., du 18 juillet 1947)....	314
30 avril	Décret n° 47-869, portant application aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, autres que l'Indochine, des dispositions de l'article 178 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946 (Arrêté de promulgation n° 841 s. g., du 18 juillet 1947).....	314
20 mai	Décret n° 47-893, portant attribution, à titre provisoire, aux magistrats relevant du ministère de la France d'outre-mer de versements mensuels et suppression de l'indemnité exceptionnelle et temporaire allouée par le décret du 25 février 1947 (Arrêté de promulgation n° 841 s. g., du 18 juillet 1947).....	315
20 mai	Décret n° 47-894, portant attribution, d'indemnités de fonctions aux colonies aux juges et juges-suppléants des tribunaux de 1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> classe, chargés de l'instruction à titre temporaire (Arrêté de promulgation n° 841 s. g., du 18 juillet 1947).....	315

1947 27 mai	Décret portant désignation du gouverneur des Etablissements français de l'Océanie (Arrêté de promulgation n° 841 s. g., du 18 juillet 1947).....	315
30 juin	Décret n° 47-1244, maintenant en vigueur au-delà du 1 <sup>er</sup> juillet 1947 dans les territoires autres que l'Indochine relevant du ministère de la France d'outre-mer certaines dispositions réglementaires prorogées par la loi du 28 février 1947 (Arrêté de promulgation n° 838 s. g., du 17 juillet 1947).....	316

## TEXTES OFFICIELS PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

1943 17 sept.	Ordonnance portant modification temporaire des articles 2, 10 et 11 de la loi du 30 juin 1881 sur les réunions publiques (J.O.R.F. du 18-9-43, page 132).	316
1947 30 mars	Extrait de la loi n° 47-580, portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947 (art. 50 et 51) (J. O. R. F. n° 78 du 31-3-47, pages 3027-3030).....	317
8 avril	Décret n° 47-667, portant extension aux personnels en service dans les territoires d'outre-mer et rémunérés sur le budget de l'Etat, des allocations provisionnelles instituées par le décret n° 47-147 du 16 janvier 1947 (J.O.R.F. n° 86 du 10 avril 1947, page 3353).	318
9 avril	Extraits d'arrêtés portant attribution de récompenses honorifiques au personnel des instituteurs et institutrices en service outre-mer.....	318
24 mai	Extrait du décret, portant promotion dans le personnel des administrateurs des colonies (J. O. R. F. n° 125 du 28-5-47, page 4881).....	319

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

9 juil.	Arrêté n° 822 s. g., fixant à nouveau le montant des indemnités allouées au personnel des douanes pour frais de surveillance, de débarquement et d'embarquement en dehors des heures réglementaires.....	319
9 juil.	Arrêté n° 824 i. m., nommant une commission chargée de procéder à l'enquête réglementaire sur les causes ayant entraîné l'échouement de l'"Oiseau des îles".	319

1947 19 juil.	Arrêté n° 842 a.p., portant attribution des fonctions de secrétaires de l'Etat-civil .....	320
19 juil.	Arrêté n° 843 s.g., portant modification à l'arrêté n° 610 j., du 28 juin 1946 nommant M. Dedeyn (Jacques) Juge suppléant par intérim .....	320
21 juil.	Arrêté n° 846 a.p., fixant les heures d'ouvertures des établissements de jeux de billards, tennis de salon, etc. ....	320
23 juil.	Arrêté n° 862 a.e., fixant le tonnage maximum d'huile de coprah pouvant être exporté .....	320
23 juil.	Arrêté n° 863 s.g., modifiant l'article 1 <sup>er</sup> de l'arrêté n° 1122 s.g., du 12 novembre 1946 .....	321
24 juil.	Arrêté n° 865 co., rendant exécutoires des rôles principaux de l'impôt sur la propriété bâtie, des patentes, des chiens, des voitures, des droits asiatiques, des 10 % c.e., pour l'année 1947 .....	321
	Extraits .....	322

## AVIS OFFICIELS

Avis de concours pour l'emploi d'inspecteur de 3 <sup>e</sup> classe des colonies.	323
Magistrature coloniale. — Examen professionnel (2 <sup>e</sup> session) .....	323
Chambre de Commerce — Liste des électeurs .....	324
Service du Trésor. — Emission de bons du Trésor et de bons de la libération .....	329
Service des Douanes — Avis de concours .....	329
Consignes en cas d'accident d'aéronautique. — Avis .....	329
Service Météorologique. — Résumé des observations pendant le mois de juin 1947 .....	332

## PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires. ....	330
Annonces diverses. ....	331

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 841 s.g., promulguant des actes du pouvoir central.  
(Du 18 juillet 1947).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
GOUVERNEUR P.I. DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511, du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels,

## ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup>. — Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécutés selon leurs forme et teneur :

1<sup>o</sup> Décret n° 47-770 du 24 avril 1947 rendant applicable aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer le titre II de la loi n° 46-1889 du 28 août 1946 relative au contrôle des inscriptions sur les listes électorales et à la procédure des inscriptions d'urgence (J.O.R.F. 100 du 26 avril 1947, page 3947) ;

2<sup>o</sup> Décret n° 47-771 du 24 avril 1947 portant approbation des arrêtés des 26 juillet, 18 septembre, 12 novembre, 30 novembre 1946 et 6 janvier 1947 du Gouverneur des Etablissements fran-

çais de l'Océanie ouvrant des crédits supplémentaires au budget local de l'Océanie (exercice 1946) (J.O.R.F. 100 du 26 avril 1947, page 3948) ;

3<sup>o</sup> Décret n° 47-865 du 30 avril 1947 portant extension dans divers territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer des décrets n°s 46-2347 et 46-2348 du 6 novembre 1946 portant règlement d'administration publique pour l'application des articles 9, 10 et 11 de la loi n° 46-729 du 16 avril 1946 portant amnistie (J.O.R.F. 119 du 20 mai 1947, page 4650) ;

4<sup>o</sup> Décret n° 47-869 du 30 avril 1947 portant application aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, autres que l'Indochine, des dispositions de l'article 178 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946 (J.O.R.F. 119 du 20 mai 1947, page 4651) ;

5<sup>o</sup> Décret n° 47-893 du 20 mai 1947 portant attribution, à titre provisoire, aux magistrats relevant du ministère de la France d'outre-mer de versements mensuels et suppression de l'indemnité exceptionnelle et temporaire allouée par le décret du 25 février 1947 (J.O.R.F. 121 du 22 mai 1947, page 4722) ;

6<sup>o</sup> Décret n° 47-894 du 20 mai 1947 portant attribution d'indemnités de fonctions aux colonies aux juges et juges suppléants des tribunaux de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> classe, chargés de l'instruction à titre temporaire (J.O.R.F. 121 du 22 mai 1947, page 4723) ;

7<sup>o</sup> Décret du 27 mai 1947 portant désignation du gouverneur des Etablissements français de l'Océanie (J.O.R.F. 125 du 28 mai 1947, page 4884).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié.

Papeete, le 18 juillet 1947.

HAUMANT.

DÉCRET n° 47-770 rendant applicable aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer le titre II de la loi n° 46-1889 du 28 août 1946 relative au contrôle des inscriptions sur les listes électorales et à la procédure des inscriptions d'urgence.

(Du 24 avril 1947).

Le Président du Conseil des Ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu la loi n° 46-1889 du 28 août 1946 relative au contrôle des inscriptions sur les listes électorales et à la procédure des inscriptions d'urgence ;

Vu le décret n° 45-312 du 2 mars 1945 rendant applicables les dispositions de l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale dans les colonies de l'Afrique occidentale française du Togo, de Madagascar et dépendances, de la Côte française des Somalis et de Saint-Pierre et Miquelon ;

Vu le décret n° 45-358 du 8 mars 1945 rendant applicables aux territoires relevant du ministère des colonies les dispositions de l'ordonnance du 9 février 1945 complétant l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale ;

Vu le décret n° 45-1776 du 9 août 1945 prescrivant, en Afrique occidentale française et au Togo, une révision et l'établissement des listes électorales, notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 45-1778 du 9 août 1945 étendant à l'archipel Saint-Pierre et Miquelon la législation métropolitaine sur les listes électorales, notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 45-1829 du 14 août 1945 prescrivant l'établissement des listes électorales en Afrique équatoriale française, au Cameroun et à la Côte française des Somalis. no-

tamment son article 3, rendu applicable à Madagascar et dépendances, et aux Comores, par le décret n° 46-1866 du 23 août 1946 ;

Vu le décret n° 46-186 du 13 février 1946 déclarant applicable aux territoires d'outre-mer relevant du ministre de la France d'outre-mer autres que les Antilles et la Réunion l'ordonnance du 18 octobre 1947 permettant l'inscription sur les listes électorales des fonctionnaires mutés après clôture de celles-ci ;

Vu les décrets n° 46-2326 à 46-2335 du 22 octobre 1946 portant extension à Saint-Pierre et Miquelon, aux Etablissements français de l'Océanie, à la Nouvelle-Calédonie, aux Etablissements français de l'Inde, à Madagascar et dépendances, à la Côte française des Somalis, au Togo, au Cameroun, à l'Afrique occidentale française et à l'Afrique équatoriale française de certaines dispositions de la loi n° 46 729 du 16 avril 1946 portant amnistie,

#### DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont déclarées applicables aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer les dispositions du titre II de la loi n° 46-1889 du 28 août 1946 susvisée, sous réserve des dispositions ci-après.

Art. 2. — Pour l'application de l'article 13 de la loi du 28 août 1946 en dehors des communes de plein exercice et des communes mixtes, les demandes d'inscription sont déposées au chef-lieu de la circonscription administrative dans laquelle le réclamant prétend exercer ses droits.

Art. 3. — Les attributions dévolues au maire par la loi du 28 août 1946 sont exercées dans les communes mixtes par l'administrateur maire et dans les circonscriptions administratives par le chef de la circonscription.

Art. 4. — L'article 18 de la loi n° 46-1889 du 28 août 1946 est modifiée comme suit :

« Art. 18. — Toutes demandes d'inscription d'urgence sur les listes électorales formées en vertu des textes actuellement en vigueur, et notamment des décrets n° 45 312 du 2 mars 1945 et n° 45-358 du 8 mars 1945, des décrets n° 46-2326 à 46 2335 du 22 octobre 1946 susvisés, sont soumises à l'observation des règles de procédure fixées aux articles 13 à 15 et 17 ci-dessus.

« Sont abrogés :

« 1<sup>o</sup> L'article 4 du décret n° 45-1776 du 9 août 1945, le paragraphe 7<sup>o</sup> de l'article 3 du décret n° 45-1778 du 9 août 1945, le paragraphe 7<sup>o</sup> de l'article 3 du décret n° 45-1829 du 14 août 1945 étendu à Madagascar et dépendances et aux Comores par le décret n° 46-1866 du 23 août 1946, en tant que ces dispositions ont rendu applicables à l'Afrique occidentale française et au Togo, à Saint Pierre et Miquelon, à l'Afrique équatoriale française, au Cameroun et à la Côte française des Somalis l'article 2 de l'ordonnance n° 45-1223 du 7 juin 1945 ;

« 2<sup>o</sup> Le décret n° 46-186 du 13 février 1946 susvisé ».

Art. 5. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française ainsi qu'aux journaux officiels des territoires intéressés, et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 24 avril 1947.

PAUL RAMADIER.

Par le Président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

MARIUS MOUTET.

DÉCRET n° 47-771 portant approbation des arrêtés des 26 juillet, 18 septembre, 12 novembre, 30 novembre 1946 et 6 janvier 1947 du gouverneur des Etablissements français de l'Océanie ouvrant des crédits supplémentaires au budget local de l'Océanie (exercice 1946).

(Du 24 avril 1947.)

Le Président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 28 août 1946 portant approbation du budget des Etablissements français de l'Océanie (exercice 1946) ;

Vu le décret du 7 mars 1947 portant approbation de deux arrêtés du gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, l'un, en date du 12 novembre 1946, allouant des subventions et allocations à des collectivités et organismes du territoire, prescrivant le reversement, à titre de don, des reprises faites sur les délégations des volontaires par suite de double emploi en matière d'allocations familiales et ouvrant des crédits supplémentaires au budget de l'exercice 1946, l'autre, en date du 14 novembre 1946, instituant une prime à la production de la vanille et ordonnant l'ouverture d'un crédit extraordinaire de 6.650.000 F. au budget de l'exercice 1946 ;

Vu les arrêtés n° 720 S.G. et 923 S.G. des 26 juillet et 18 septembre 1946 du gouverneur des Etablissements français de l'Océanie portant acceptation de dons et ouvrant des crédits supplémentaires au budget de l'exercice 1946 ;

Vu l'arrêté n° 1126 S.G. du 12 novembre 1946 du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie accordant un prêt remboursable à la commune de Papeete et ouvrant un crédit supplémentaire au budget de l'exercice 1946 ;

Vu l'arrêté n° 1219 S.G. du 30 novembre 1946 du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie portant ouverture de crédits supplémentaires au budget de l'exercice 1946 ;

Vu l'arrêté n° 3 S.G. du 6 janvier 1947 du gouverneur des Etablissements français de l'Océanie ordonnant le versement d'un secours aux sinistrés de Tahiti à la suite du raz-de-marée du 1<sup>er</sup> avril 1946 et prescrivant l'ouverture d'un crédit extraordinaire au budget de l'exercice 1946,

#### DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont approuvés les arrêtés ci-après du gouverneur des Etablissements français de l'Océanie :

1<sup>o</sup> Nos 720 S.G. et 923 S.G. des 26 juillet et 18 septembre 1946 portant acceptation de dons et ouverture de crédits supplémentaires au budget de l'exercice 1946 ;

2<sup>o</sup> N° 1126 S.G. du 12 novembre 1946 accordant un prêt remboursable à la commune de Papeete et ouvrant un crédit supplémentaire au budget de l'exercice 1946 ;

3<sup>o</sup> N° 1219 S.G. du 30 novembre 1946 portant ouverture de crédits supplémentaires au budget de l'exercice 1946 ;

4<sup>o</sup> N° 3 S.G. du 6 janvier 1947 ordonnant le versement d'un secours aux sinistrés de Tahiti à la suite du raz-de-marée du 1<sup>er</sup> avril 1946 et prescrivant l'ouverture d'un crédit extraordinaire au budget de l'exercice 1946.

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé

de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 24 avril 1947.

PAUL RAMADIER.

Par le Président du Conseil des ministres :

*Le ministre de la France d'outre-mer,*

MARIUS MOUTET.

**DÉCRET n° 47-865** portant extension, dans divers territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, des décrets n°s 46-2437 et 46-2438 du 6 novembre 1946 portant règlement d'administration publique pour l'application des articles 9, 10 et 11 de la loi n° 46-729 du 16 avril 1946 portant amnistie.

(Du 30 avril 1947.)

Le Président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer;

Vu la loi n° 46-729 du 16 avril 1946 portant amnistie;

Vu les décrets n°s 46-2326 et 46-2335 du 22 octobre 1946 portant extension dans divers territoires d'outre-mer de certaines dispositions de la loi susvisée du 16 avril 1946;

Vu les décrets n°s 46-2437 et 46-2438 du 6 novembre 1946 portant règlement d'administration publique pour l'application des articles 9, 10 et 11 de la loi du 16 avril 1946,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les dispositions des décrets susvisés du 6 novembre 1946 sont déclarées applicables aux personnels des services ou établissements publics de Saint-Pierre et Miquelon, des Etablissements français de l'Océanie, de la Nouvelle-Calédonie, des Etablissements français de l'Inde, de Madagascar et dépendances, de la Côte française des Somalis, du Togo, du Cameroun, de l'Afrique Occidentale française, de l'Afrique Equatoriale française, ainsi qu'aux personnels des services concédés relevant de ces territoires.

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de chacun des territoires intéressés.

Fait à Paris, le 30 avril 1947.

PAUL RAMADIER.

Par le Président du conseil des ministres :

*Le ministre d'Etat, chargé de l'intérim du ministère de la France d'outre-mer,*

FÉLIX GOUIN.

**DÉCRET n° 47-869** portant application aux territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer, autres que l'Indochine, des dispositions de l'article 178 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946.

(Du 30 avril 1947.)

Le Président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer;

Vu le décret-loi du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, rendu applica-

ble aux colonies par un décret du 9 septembre 1939, et les textes subséquents;

Vu le décret n° 46-1289 du 31 mai 1946 déterminant les conditions d'application aux départements et territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer, autres que l'Indochine, des articles 2 et 3 de la loi n° 46-991 du 10 mai 1946 portant fixation de la date légale de cessation des hostilités;

Vu l'article 178 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946 portant ouverture et annulation de crédits pour l'exercice 1946;

Vu l'article 6 de la loi n° 47-344 du 28 février 1947 maintenant en vigueur au delà du 1<sup>er</sup> mars 1947 certaines dispositions prorogées par la loi du 10 mai 1946 portant fixation de la date légale de cessation des hostilités,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est rendu applicable aux territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer, autres que l'Indochine, l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 178 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946, prorogeant jusqu'à une date qui sera fixée par décret, l'application des dispositions du décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or.

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, aux Journaux officiels des territoires d'outre-mer intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 30 avril 1947.

PAUL RAMADIER.

Par le Président du conseil des ministres :

*Le ministre d'Etat, ministre de la France d'outre-mer par intérim,*

FÉLIX GOUIN.

**DÉCRET n° 47-893** portant attribution à titre provisoire aux magistrats relevant du ministère de la France d'outre-mer de versements mensuels et suppression de l'indemnité exceptionnelle et temporaire allouée par le décret du 25 février 1947.

(Du 20 mai 1947.)

Le Président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires, et notamment son article 15;

Vu le décret du 11 juin 1945 relatif au traitement du personnel de la magistrature coloniale;

Vu l'ordonnance du 11 juillet 1945 relative à la revision des traitements des fonctionnaires coloniaux;

Vu le décret du 22 octobre 1945 portant attribution à titre provisoire aux magistrats de l'ordre judiciaire de versements mensuels et suppression de l'indemnité exceptionnelle et temporaire allouée par le décret du 6 mai 1946;

Vu le décret du 22 août 1928 fixant le statut de la magistrature coloniale et notamment les articles 66 et 67;

Vu l'avis du ministre des finances;

Le conseil des ministres entendu,

## DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — A compter du 1<sup>er</sup> septembre 1946, les magistrats des territoires d'outre-mer bénéficieront provisoirement de versements mensuels fixés sur la base des taux annuels ci-après :

	Taux annuels. francs.
Premier président, président et procureur général d'une cour d'appel de 1 <sup>re</sup> classe.....	48.000
Président et procureur général d'une cour d'appel de 2 <sup>e</sup> classe.....	60.000
Président de chambre, vice-président, avocat général d'une cour d'appel de 1 <sup>re</sup> classe.....	60.000
Conseiller, substitut général d'une cour d'appel de 1 <sup>re</sup> classe, président et procureur d'un tribunal supérieur d'appel de 1 <sup>re</sup> classe.....	60.000
Conseiller, substitut général d'une cour d'appel de 2 <sup>e</sup> classe, président et procureur d'un tribunal supérieur d'appel de 2 <sup>e</sup> classe, vice-président d'un tribunal de 1 <sup>re</sup> classe, président et procureur d'un tribunal de 2 <sup>e</sup> classe.....	60.000
Juge d'instruction d'un tribunal de 1 <sup>re</sup> classe.....	48.000
Vice-président d'un tribunal de 2 <sup>e</sup> classe.....	48.000
Juge d'un tribunal supérieur d'appel de 1 <sup>re</sup> classe, juge et substitut d'un tribunal de 1 <sup>re</sup> classe, président et procureur d'un tribunal de 3 <sup>e</sup> classe....	48.000
Juge d'instruction de 2 <sup>e</sup> classe, juge de paix à compétence étendue de 1 <sup>re</sup> classe.....	36.000
Vice-président de 3 <sup>e</sup> classe.....	36.000
Juge et substitut d'un tribunal de 2 <sup>e</sup> classe.....	36.000
Juge de paix de 1 <sup>re</sup> classe.....	36.000
Juge d'instruction d'un tribunal de 3 <sup>e</sup> classe.....	36.000
Juge et substitut d'un tribunal de 3 <sup>e</sup> classe.....	36.000
Juge de paix à compétence étendue de 2 <sup>e</sup> classe....	36.000
Juge de paix de 2 <sup>e</sup> classe.....	36.000
Juge suppléant, juge de paix à compétence étendue de 3 <sup>e</sup> classe, juge de paix de 3 <sup>e</sup> classe.....	36.000
Juge de paix à compétence ordinaire de 1 <sup>re</sup> classe de l'Indochine.....	60.000

Art. 2. — Les versements mensuels suivent le sort du traitement, leur montant est réduit dans la proportion où le traitement se trouve lui-même réduit, pour quelque cause que ce soit.

Art. 3. — Le décret du 25 février 1947 allouant une indemnité exceptionnelle et temporaire de fonctions aux magistrats de l'ordre judiciaire est abrogé à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1946.

Art. 4. — Le ministre de la France d'outre-mer et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 20 mai 1947.

PAUL RAMADIER.

Par le Président du conseil des ministres :

*Le ministre de la France d'outre-mer,*

MARIUS MOUTET.

*Le garde des sceaux, ministre  
de la justice.*

ANDRÉ MARIE.

DÉCRET n° 47-894 portant attribution d'indemnités de fonctions aux colonies aux juges et aux juges suppléants des tribunaux de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> classe, chargés de l'instruction à titre temporaire.

(Du 20 mai 1947).

Le Président du conseil des ministres,  
Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et l'avis conforme du ministre des finances,

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial ;

Vu le décret du 22 août 1928 fixant le statut de la magistrature coloniale, notamment en son article 70 et les actes subséquents qui l'ont modifié ;

Vu le décret du 11 juin 1945 relatif aux traitements du personnel de la magistrature coloniale ;

Vu le décret du 11 juillet 1945 sur la fixation des soldes du personnel des cadres généraux des colonies ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1945 instituant une indemnité en faveur des juges suppléants chargés temporairement de l'instruction dans les tribunaux de la métropole ;

Le conseil des ministres entendu,

## DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Dans les tribunaux de première instance de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> classe des colonies, les juges et juges suppléants, chargés de l'instruction à titre temporaire, perçoivent l'indemnité allouée dans la métropole aux magistrats temporairement chargés de l'instruction dans les tribunaux de même classe.

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui portera effet pour compter du 15 avril 1945 et sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 20 mai 1947.

PAUL RAMADIER.

Par le Président du conseil des ministres :

*Le ministre de la France  
d'outre-mer,*

MARIUS MOUTET.

*Le ministre des finances,  
SCHUMAN.*

DÉCRET portant désignation du gouverneur des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 27 mai 1947.)

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret du 21 juillet 1921 portant réorganisation du personnel des gouverneurs généraux, gouverneurs des colonies et résidents supérieurs et les textes qui l'ont modifié ;

Vu le décret du 8 septembre 1945 portant nomination de M. Haumant, secrétaire général des Etablissements français de l'Océanie, en qualité de gouverneur par intérim de ce territoire ;

Le conseil des ministres entendu,

## DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — M. Maestracci (Pierre), gouverneur de 3<sup>e</sup>

classe des colonies, est nommé gouverneur des Etablissements français de l'Océanie.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres et le ministre de la France d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 mai 1947.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil  
des ministres,*

PAUL RAMADIER.

*Le ministre de la France  
d'outre-mer,*

MARIUS MOUTET.

ARRÊTÉ n° 838 s.g., promulguant un acte du pouvoir central.  
(Du 17 juillet 1947).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

GOUVERNEUR P. I. DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication dans les colonies, des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels ;

Vu le télégramme n° 272/Circ/AP/SE du 10 juillet 1947 du ministre de la France d'outre-mer,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

Le décret n° 47-1244 du 30 juin 1947 maintenant en vigueur au-delà du 1<sup>er</sup> juillet 1947 dans les territoires autres que l'Indochine relevant du ministère de la France d'outre-mer certaines dispositions réglementaires prorogées par la loi du 28 février 1947.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié.

Papeete, le 17 juillet 1947.

HAUMANT.

DÉCRET n° 47-1244 maintenant en vigueur au-delà du 1<sup>er</sup> juillet 1947 dans les territoires autres que l'Indochine relevant du ministère de la France d'outre-mer certaines dispositions réglementaires prorogées par la loi du 28 février 1947.

(Du 30 juin 1947).

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de la guerre, du ministre de la marine, du ministre de l'air et du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre,

Vu la loi du 28 février 1947 maintenant en vigueur au-delà du 1<sup>er</sup> mars 1947 certaines dispositions prorogées par la loi du 10 mars 1946 portant fixation de la date légale de cessation des hostilités, notamment son article 5 ;

Vu le décret du 21 janvier 1931 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire pour l'ar-

mée de terre aux colonies autres que l'Algérie, aux pays de protectorat et territoires relevant du ministère des colonies ;

Vu le décret du 18 novembre 1939 relatif à la rectification administrative de certains actes de l'état-civil dressés pendant les hostilités,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est assimilé au temps de guerre la période qui commencera à courir le 1<sup>er</sup> juillet 1947 et qui prendra fin, au plus tard, le 1<sup>er</sup> mars 1948, pour l'application de l'alinéa 10 de l'article 15 et de l'article 16 du code de justice militaire dans les territoires autres que l'Indochine relevant du ministère de la France d'outre-mer.

Art. 2. — Dans les mêmes territoires est maintenant en vigueur après le 1<sup>er</sup> juillet 1947 le décret du 18 novembre 1939 relatif à la rectification administrative de certains actes de l'état-civil dressés pendant les hostilités.

Art. 3. — Le ministre de la France d'outre-mer, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de la guerre, le ministre de la marine, le ministre de l'air et le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, ainsi qu'aux journaux officiels des territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 30 juin 1947.

PAUL RAMADIER.

Par le Président du conseil des ministres :

*Le ministre de la France  
d'outre-mer,*

MARIUS MOUTET.

*Le garde des sceaux, ministre  
de la justice,*

ANDRÉ MARIE.

*Le ministre de la guerre,*

PAUL COSTE FLORET.

*Le ministre de la marine,*

LOUIS JACQUINOT.

*Le ministre de l'air,*

ANDRÉ MAROSELLI.

*Le ministre des anciens combattants  
et victimes de la guerre,*

FRANÇOIS MITTERRAND.

### Textes officiels publiés à titre d'information.

ORDONNANCE portant modification temporaire des articles 2, 10 et 11 de la loi du 30 juin 1881 sur les réunions publiques.

(Du 17 septembre 1943.)

Le Comité français de la Libération nationale,

Sur le rapport du commissaire à l'intérieur,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale ;

Vu la loi du 9 août 1849 sur l'état de siège et, notamment son article 9, 4<sup>e</sup> ;

Vu la loi du 30 juin 1881 sur les réunions publiques, modifiée par celle du 28 mars 1907 et l'acte dit "loi du 18 juillet 1941",

## ORDONNE :

Article 1<sup>er</sup>.— Pendant la durée de l'état de siège, les articles 2, 10 et 11 de la loi du 30 juin 1881, modifiée par la loi du 28 mars 1907, sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 2.— Toute réunion publique sera précédée d'une déclaration indiquant le lieu, le jour, l'heure de la réunion. Toutefois, en sont dispensées, les réunions que comporte l'exercice d'un culte et celles tenues par les syndicats professionnels ou unions et fédérations de syndicats, d'ordre strictement professionnel.

Seront considérées comme d'ordre strictement professionnel, les réunions tenues par les associations susvisées dans les locaux normalement prévus pour l'exercice de leurs activités (siège social de l'association, bourse du travail, chambre de commerce, etc...).

La déclaration fera connaître les noms, prénoms et domiciles des organisateurs. Elle est signée par trois d'entre eux, justifiant qu'il jouissent de leurs droits civils et politiques et faisant élection de domicile dans le département.

La déclaration est faite à la mairie de la commune (ou au siège du chef de l'unité administrative en tenant lieu) sur le territoire de laquelle la réunion publique doit avoir lieu. Elle est faite à la préfecture ou à la sous-préfecture en ce qui concerne les communes où est instituée la police d'Etat.

Elle doit intervenir cinq jours francs au moins et quinze jours francs au plus avant la date de la réunion. L'autorité qui reçoit la déclaration en délivre immédiatement un récépissé. Dans le cas où le déclarant n'aurait pu obtenir de récépissé, l'empêchement ou le refus pourra être constaté par acte extrajudiciaire ou par attestation signée de deux citoyens domiciliés dans la commune.

Hors le cas où la déclaration est faite à la préfecture, l'autorité qui la reçoit en avise dans les vingt-quatre heures le préfet.

Si la réunion publique est de nature à troubler l'ordre public, l'autorité investie des pouvoirs de police peut l'interdire par un arrêté qu'elle notifie immédiatement aux signataires de la déclaration au domicile élu. Le maire (ou le chef de l'unité administrative) doit transmettre, sans retard, au préfet copie de son arrêté d'interdiction. Le préfet peut annuler cet arrêté ou prononcer lui-même, le cas échéant, l'interdiction.

Les arrêtés d'interdiction doivent être motivés.

Art. 10. — Seront punis d'un emprisonnement de quinze jours à six mois et d'une amende de 16 à 2.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement :

1<sup>o</sup> ceux qui auront fait une déclaration incomplète ou inexacte en vue de tromper sur les conditions de la réunion publique projetée ou qui, soit avant le dépôt de la déclaration prescrite à l'article 2, soit après l'interdiction auront adressé par un moyen quelconque une convocation à y prendre part ;

2<sup>o</sup> Ceux qui seront convaincus d'avoir participé sciemment à l'organisation d'une réunion publique non déclarée ou interdite.

Toutes autres infractions aux dispositions de la présente loi seront punies de peines de simple police, sans préjudice des poursuites pour crimes et délits qui pourraient être commis dans les réunions.

Art. 11.— L'action publique et l'action privée se prescrivent par six mois en ce qui concernent les contraventions.

Art. 2.— Toutes dispositions contraires et notamment celles de l'acte dit " loi du 18 juillet 1941 " sont abrogées.

Art. 3.— La présente ordonnance est immédiatement applicable à l'Algérie.

Art. 4.— La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 17 septembre 1943.

GIRAUD - DE GAULLE.

Par le Comité français de la Libération nationale :

*Le commissaire à l'intérieur,*

A. PHILIP.

(Rendue applicable aux Etablissements français de l'Océanie par décret du 11 avril 1946 promulgué au *Journal officiel* de la colonie du 31 juillet 1946, page 321).

# EXTRAIT DE LA LOI n° 47-580 portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947.

(Du 30 mars 1947.)

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République, promulgue la loi dont la teneur suit :

## TITRE V

### DISPOSITIONS SPÉCIALES

Art. 50.— Les dispositions qu'entraînera l'application, en Algérie et dans les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer énumérés à l'article 51 ci-après, des décrets prévus à l'article 75 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre seront réparties à raison de 80 p. 100 pour l'Etat et de 20 p. 100 pour l'Algérie ou pour chaque territoire intéressé.

Art. 51.— L'Algérie et les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer énumérés ci-dessous verseront à l'Etat pendant dix années, à compter de 1947, à titre de contribution de solidarité à la réparation des dommages de guerre subis par l'ensemble de l'Union française, une annuité dont le montant est fixé comme suit sous réserve des dispositions du dernier alinéa du présent article :

Océanie ..... 2.000.000 »

Cette annuité pourra être couverte par des fonds d'emprunt ou toute autre ressource de caractère extraordinaire.

La contribution de solidarité de chaque territoire intéressé sera diminuée, s'il y a lieu, du montant de la dépense restant à sa charge en exécution de l'article 50 ci-dessus.

Les ministres ordonnateurs et le ministre des finances seront personnellement responsables des décisions prises à l'encontre des dispositions ci-dessus.



La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 30 mars 1947.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République :

*Le Président du conseil des ministres,*

PAUL RAMADIER.

*Le ministre des finances,*  
SCHUMAN.

**DÉCRET n° 47-667 portant extension aux personnels en service dans les territoires d'outre-mer et rémunérés sur le budget de l'Etat, des allocations provisionnelles instituées par le décret n° 47-147 du 16 janvier 1947.**

(Du 8 avril 1947.)

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires ;

Vu l'ordonnance du 29 juillet 1945 relative aux traitements et indemnités des fonctionnaires civils rémunérés sur le budget de l'Etat en service en Afrique du Nord et aux colonies ;

Vu le décret n° 47-147 du 16 janvier 1947 portant attribution d'une indemnité provisionnelle aux fonctionnaires civils et militaires, agents et ouvriers de l'Etat ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le bénéfice des allocations provisionnelles attribuées en vertu du décret n° 47-147 du 16 janvier 1947 aux fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat en service sur le territoire de la France métropolitaine est étendu, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1947, suivant les modalités prévues aux articles ci-après, aux personnels civils (fonctionnaires, agents et ouvriers) rémunérés sur le budget de l'Etat, en service dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, à l'exception de l'Indochine.

Art. 2. — Pour les personnels en service en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, à Madagascar, au Cameroun, au Togo, dans l'Inde française, à la Côte française des Somalis, à Saint-Pierre et Miquelon et dans les établissements français de l'Océanie, les taux appliqués sont ceux fixés par décret du 16 janvier 1947 susvisé pour les personnels en service à Paris.

Pour les personnels en service à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Guyane et à la réunion, les taux appliqués sont ceux fixés pour les personnels en service dans les chefs-lieux de département et dans les autres localités non expressément désignées. Pour l'application de la présente disposition, sont considérés comme chefs-lieux de département :

A la Guadeloupe : Pointe-à-Pitre, Basse-Terre ;

A la Martinique : Fort-de-France ;

A la Réunion : Saint-Denis ;

A la Guyane : Cayenne.

Art 3. — Pour les territoires n'appartenant pas à la zone du franc métropolitain, le montant de l'allocation à verser aux intéressés est déterminé par conversion en monnaie locale des taux fixés par le décret du 16 janvier 1947, conformément aux parités résultant de la réforme monétaire du 25 décembre 1945.

Art. 4. — L'allocation provisionnelle accordée par le présent décret n'est pas abondée de la majoration coloniale.

Art. 5. — L'allocation provisionnelle est attribuée aux personnels visés à l'article 1<sup>er</sup> du présent décret, suivant les modalités applicables aux personnels de l'Etat de même catégorie en service sur le territoire de la France métropolitaine.

En particulier, n'y peuvent prétendre les personnels dont la rémunération est déterminée en fonction des salaires pratiqués dans le commerce et l'industrie ; elle est allouée aux agents contractuels sur la base de la catégorie immédiatement inférieure à celle correspondant à leur rémunération budgétaire actuelle.

Art. 6. — L'allocation provisionnelle suit le sort de la rémunération principale. Son montant est réduit dans la proportion où cette rémunération se trouve réduite, pour quelque cause que ce soit. Pour les agents ne fournissant qu'un service incomplet, le montant de l'allocation est réduit au prorata de la durée effective du service.

Art. 7. — Le ministre des finances et tous les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 avril 1947.

PAUL RAMADIER.

Par le Président du conseil des ministres :

*Le ministre des finances,*  
SCHUMAN.

**EXTRAITS D'ARRÊTÉS portant attribution de récompenses honorifiques au personnel des Instituteurs et Institutrices en service outre-mer.**

Les récompenses honorifiques ci-après sont accordées aux Instituteurs et Institutrices du Togo, de l'Océanie et de l'Inde, dont les noms suivent :

Avec effet du :

1 <sup>er</sup> juillet 1944 (arrêté 586 du 9 avril 1947)	1 <sup>er</sup> juillet 1945 (arrêté 584 du 9 avril 1947)	1 <sup>er</sup> juillet 1946 (arrêté 585 du 9 avril 1947)
--	--	--

A. — Togo :

.....

B. — *Etablissements français de l'Océanie :*

I. — **Médaille de bronze.**

M. Maoni-Taataroa

II. — **Mention honorable.**

M <sup>mes</sup> Terorotua Made- leine	M. Gillot (Roger)	M <sup>mes</sup> Gillot Suzanne- Triffe-Kekela
Hérault-Hugon	M <sup>me</sup> Estall-Mervin	

.....

C. — Inde :

.....

Fait à Paris, le 9 avril 1947.

*Le ministre de la France  
d'outre-mer,*

MARIUS MOUTET.



## EXTRAIT DU DÉCRET portant promotion dans le personnel des administrateurs des colonies.

(Du 24 mai 1947).

Le président du conseil des ministres,

Vu le décret du 23 avril 1945 relatif au statut des administrateurs des colonies et des services civils de l'Indochine ;

Vu l'arrêté du 12 mai 1947 portant inscription d'administrateurs des colonies au tableau d'avancement ;

Sur la proposition du ministre de la France d'outre-mer,

## DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont promus, à compter des dates et aux grades indiqués ci-après, les administrateurs des colonies dont les noms suivent :

D. — A la 1<sup>re</sup> classe du grade d'administrateur adjoint.

III. — A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1947.

52 Haza (René).

76 Passard (Charles).

E. — A la 2<sup>e</sup> classe du grade d'administrateur adjoint.

II. — A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1947.

1 Ahnne (Frédéric).

Art. 2. — Les promotions ci-dessus prennent effet à compter des dates indiquées à l'article 1<sup>er</sup>, tant au point de vue de la solde qu'en ce qui concerne l'ancienneté.

Art. 3. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 mai 1947.

PAUL RAMADIER.

Par le Président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

MARIUS MOUTET.

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 822 s.g. fixant à nouveau le montant des indemnités allouées au personnel des douanes pour frais de surveillance, de débarquement et d'embarquement en dehors des heures réglementaires.

(Du 9 juillet 1947).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 20 juillet 1932 portant réglementation du Service des Douanes dans les Etablissements français de l'Océanie, notamment l'article 24 ;

Vu l'arrêté n° 152 c. du 23 février 1945 déterminant dans les ports de la colonie les heures de chargement et de déchargement des navires ainsi que le montant des indemnités allouées au personnel des douanes pour frais de surveillance en dehors de ces heures ;

Vu l'arrêté n° 524 s.g. du 5 mai 1947 fixant à nouveau les taux des indemnités pour travaux et heures supplémentaires ;

Vu l'avis donné par la Chambre de Commerce dans sa lettre n° 142 du 8 mai 1947 ;

Sur la proposition du Chef du Service des Douanes et l'avis conforme du Secrétaire Général,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le montant des indemnités allouées au personnel des douanes pour frais de surveillance, de débarquement et d'embarquement en dehors des heures réglementaires fixées par l'arrêté susvisé n° 152 c. du 23 février 1945, est calculé, à partir du 1<sup>er</sup> mai 1947, d'après le tarif ci-après, par agent et par heure :

de 6 heures à 20 heures = 20 fr. l'heure ;

de 20 heures à 6 heures = 40 fr. l'heure.

Le maximum des sommes pouvant être perçues à ce titre est fixé à 9 600 fr. par an et par agent.

Art. 2. — Le tarif horaire est également applicable à toutes les autres opérations effectuées en dehors des heures légales, dans l'intérêt des redevables, tant par les employés du service des bureaux que par ceux du service actif.

Art. 3. — Le Chef du Service des Douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié.

Papeete, le 9 juillet 1947.

HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 824 i.m., nommant une commission chargée de procéder à l'enquête réglementaire sur les causes ayant entraîné l'échouement de l'« Oiseau des Iles ».

(Du 9 juillet 1947).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents :

Vu le décret du 17 octobre 1929 rendant applicable aux colonies la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande ;

Vu le décret du 29 avril 1931 rendant applicables aux colonies les dispositions du décret du 19 mars 1927, réglementant les enquêtes sur les naufrages et autres accidents de navigation ;

Sur la proposition du Chef du Service de l'Inscription maritime,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Une commission composée de :

MM. Passard Charles, administrateur de l'inscription maritime,

Président ;

Jeanpierre de Clonard Robert, Capitaine de corvette, en congé,

Membre ;

Peaucellier, Capitaine de corvette en retraite,

Cadéac d'Arbaud, Lieutenant de vaisseau,

se réunira sur la convocation de son président pour procéder à l'enquête réglementaire prescrite par les textes susvisés, sur les causes ayant entraîné l'échouement du trois-mâts « Oiseau des Iles ».

Les conclusions de la commission seront adressées au Gouverneur avec le dossier de l'affaire et s'il y a lieu au procureur de la République.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 juillet 1947.

HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 842 a.p., portant attribution des fonctions de secrétaires de l'Etat-civil.

(Du 19 juillet 1947.)

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les nécessités de service,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Dans tous les centres d'Etat-civil autres que ceux des communes de Papeete et Uturoa, les fonctions de secrétaire de l'Etat-civil sont remplies par le directeur ou le chargé de l'école du chef-lieu du district.

Art. 2. — Dans les districts dépourvus d'école, les secrétaires d'Etat-civil sont nommés par le Gouverneur sur la proposition du Chef de Circonscription.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 juillet 1947.

HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 843 s.g., portant modification à l'arrêté n° 610 j. du 28 juin 1946 nommant M. Dedeyn (Jacques) Juge suppléant par intérim.

(Du 19 juillet 1947.)

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant réglementation des soldes et allocations accessoires des fonctionnaires et agents des services coloniaux, notamment l'article 9, paragraphe III ;

Vu le décret n° 47-342 du 25 février 1947 allouant une indemnité aux magistrats coloniaux ;

Vu l'arrêté n° 610 j. du 28 juin 1946 nommant M. Dedeyn (Jacques) Juge suppléant par intérim, notamment l'article 4,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'article 4 de l'arrêté n° 610 j. du 28 juin 1946 susvisé est rapporté et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 4 (nouveau). — A compter du jour de son entrée en fonctions, M. Dedeyn percevra une rémunération conformément aux dispositions du paragraphe III de l'article 9 du décret du 2 mars 1910 susvisé.

En outre, M. Dedeyn percevra les 2/3 de l'indemnité exceptionnelle de fonction allouée aux juges suppléants par le décret du 25 février 1947 susvisé.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié.

Papeete, le 19 juillet 1947.

HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 846 a.p. fixant les heures d'ouverture des établissements de jeux de billards, tennis de salon, etc.

(Du 21 juillet 1947.)

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté 773 a.g.f. du 31 juillet 1936, réglant l'ouverture et le fonctionnement des salles de jeux de billards, tennis de salon, etc. ;

Vu l'arrêté n° 731 c. du 25 août 1942 fixant les heures d'ouverture des établissements de jeux de billards ;

Vu le décret du 3 mai 1945 relatif au pouvoirs des gouverneurs en matière de police,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'arrêté n° 731 c. du 25 août 1942, susvisé, est rapporté.

Art. 2. — Les articles 3 et 5 de l'arrêté n° 773 a.g.f. du 31 juillet 1936 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 3 (nouveau). — Les heures d'ouverture des salles de jeux de billards, tennis de salon, etc., sont fixées ainsi qu'il suit :

les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, entre 11 et 13 heures et de 17 à 23 heures ;

le samedi, de 11 à 23 heures ;

les dimanche et jours fériés de 8 à 23 heures.

Art. 5 (nouveau). — Les contraventions aux articles 1 à 3 seront punies d'une amende de 1 à 1.200 francs et de 1 à 15 jours de prison ou de l'une de ces deux peines seulement.

En cas de récidive la peine de prison sera toujours appliquée.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 juillet 1947.

HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 862 a.e., fixant le tonnage maximum d'huile de coprah pouvant être exporté.

(Du 23 juillet 1947.)

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie, et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant du ministre ;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant réglementation d'administration pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 ;

Considérant qu'il importe de protéger la fabrication locale du savon et de limiter l'exportation d'huile de coprah ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 22 juillet 1947,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le tonnage maximum d'huile de coprah livrable mensuellement à l'exportation est, en principe, arrêté à soixante quinze tonnes.

Le Chef du service des Affaires économiques pourra toutefois délivrer des licences d'exportation supplémentaires dans la limite des excédents de production.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié.

Papeete, le 23 juillet 1947.

HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 863 s.g., modifiant l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 1122 s.g. du 12 novembre 1946.

(Du 23 juillet 1947).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE  
L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 1122 s.g. du 12 novembre 1946 déterminant à nouveau pour les voyages, le classement du personnel des cadres locaux et auxiliaires et portant modification aux tarifs des frais de déplacement ;

Sur la proposition du chef du service d'administration générale et des finances ;

Le Conseil Privé entendu le 23 juillet 1947,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 1122 s.g. du 12 novembre 1946 susvisé est ainsi modifié :

« Article 1<sup>er</sup> (nouveau). — L'article 4 de l'arrêté n° 488 c. du « 13 juillet 1934 est ainsi modifié :

« A l'exception des cadres locaux pour lesquels les textes qui « les régissent ont fixé les catégories de classement, et notamment le cadre local des agents des Affaires Administratives créé « par arrêté n° 604 c. du 28 juin 1946, les autres agents des cadres locaux, les auxiliaires permanents et temporaires sont classés par catégorie comme suit : »

Le reste sans changement.

Art. 2 — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié.

Papeete, le 23 juillet 1947.

HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 865 s.g., rendant exécutoires des rôles principaux de l'impôt sur la propriété bâtie, des patentes, des chiens, des voitures, des droits asiatiques, des 10 % C.C., pour l'année 1947.

(Du 24 juillet 1947).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu l'arrêté n° 10 s.g. du 6 janvier 1947 rendant provisoirement

exécutoire le budget des recettes et des dépenses du Service local des Etablissements français de l'Océanie pour l'année 1947 ;

Sur le rapport du Chef du Service des Contributions ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 24 juillet 1947,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont rendus exécutoires les rôles principaux, exercice 1947, s'élevant à la somme totale de : Deux cent vingt-et-un mille six cent quarante huit francs cinquante centimes,

Savoir :

PERCEPTION DE TAHITI.

Rôles principaux - Ex. 1947.

(Districts de Tahiti).

## Pirae

Propriété bâtie.....	24.926 70	
Patentes fixes et proportionnelles..	16.077 50	
10% C.C.....	11.607 70	
Droits fixe et supplémentaire.....	7.280 »	
Voitures.....	1.240 »	
Chiens.....	2.325 »	
Formules et avis.....	260 40	53.717 0

## Arue

Propriété bâtie.....	8.345 »	
Patentes fixes et proportionnelles..	9.820 »	
10% C.C.....	982 »	
Droits fixe et supplémentaire.....	2.390 »	
Voitures.....	2.680 »	
Chiens.....	1.440 »	
Formules et avis.....	110 80	25.767 80

## Mahina

Propriété bâtie.....	3.857 »	
Patentes fixes et proportionnelles..	6.537 50	
10 % C.C.....	635 70	
Droits fixe et supplémentaire.....	2.800 »	
Voitures.....	800 »	
Chiens.....	720 »	
Formules et avis.....	144 »	15.534 20

## Papenoo

Propriété bâtie.....	1.507 20	
Patentes fixes et proportionnelles..	2.992 50	
10% C.C.....	299 20	
Droits fixes et supplémentaires....	2.040 »	
Voitures.....	360 »	
Chiens.....	535 »	
Formules et avis.....	67 »	7.820 90

## Tiarei

Propriété bâtie.....	1.715 »	
Patentes fixes et proportionnelles..	4.200 »	
10 % C.C.....	419 90	
Droits fixes et supplémentaires....	1.860 »	
Voitures.....	120 »	
Chiens.....	535 »	
Formules et avis.....	81 80	8.951 70

## Mahaena

Propriété bâtie.....	270 »	
Patentes fixes et proportionnelles..	2.127 50	
10 % C.C.....	212 70	
Droits fixe et supplémentaire.....	440 »	
Voitures.....	120 »	
Chiens.....	465 »	
Formules et avis.....	41 »	3.676 20

## Hitiaa

Propriété bâtie.....	1.260 »	
Patentes fixes et proportionnelles..	4.242 50	

10 % C.C.....	424 10	
Droits fixe et supplémentaire.....	2.820 »	
Voitures.....	440 »	
Chiens.....	840 »	
Formules et avis.....	88 20	10.444 80

## Faaone

Propriété bâtie.....	882 50	
Patentes fixes et proportionnelles..	2.775 »	
10 % C.C.....	277 40	
Droits fixe et supplémentaire.....	1.020 »	
Voitures.....	320 »	
Chiens.....	555 »	
Formules et avis.....	82 »	5.944 90

## Vairao

Propriété bâtie.....	3.535 »	
Patentes fixes et proportionnelles..	6.910 »	
10 % C.C.....	690 80	
Droits fixe et supplémentaire.....	4.300 »	
Voitures.....	600 »	
Chiens.....	1.530 »	
Formules et avis.....	156 »	17.721 80

## Teahupoo

Propriété bâtie.....	1.185 50	
Patentes fixes et proportionnelles..	4.615 »	
10 % C.C.....	461 40	
Droits fixe et supplémentaire.....	2.860 »	
Voitures.....	520 »	
Chiens.....	975 »	
Formules et avis.....	85 20	10.702 10

## Pueu

Propriété bâtie.....	1.084 »	
Patentes fixes et proportionnelles..	4.265 »	
10 % C.C.....	426 40	
Droits fixe et supplémentaire.....	2.840 »	
Voitures.....	320 »	
Chiens.....	870 »	
Formules et avis.....	889 20	9.894 60

## Tautira

Propriété bâtie.....	3.728 »	
Patentes fixes et proportionnelles..	11.387 50	
10 % C.C.....	1.138 50	
Droits fixe et supplémentaire.....	6.405 »	
Voitures.....	440 »	
Chiens.....	720 »	
Formules et avis.....	194 60	24.013 60

## Afaahiti

Propriété bâtie.....	4.210 »	
Patentes fixes et proportionnelles..	12.452 50	
10 % C.C.....	1.245 10	
Droits fixe et supplémentaire.....	6.865 »	
Voitures.....	1.960 »	
Chiens.....	840 »	
Formules et avis.....	249 »	27.821 60

Total de la perception de Tahiti - Ex. 1947..... 221.648 50

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 juillet 1947.

HAUMANT.

## EXTRAITS

## Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

## CABINET

1.— *Par décision n° 831 du 15 juillet 1947.*— Une prolongation de congé de convalescence d'un mois est accordée, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1947, à M<sup>me</sup> Lucas, née Bonnet (Rose), commis de 2<sup>e</sup> classe du cadre local des agents des Affaires Administratives, en service au Secrétariat Général.

A l'issue de ce congé l'intéressée devra se présenter de nouveau devant le Conseil de Santé.

2.— *Par décision n° 832 du 15 juillet 1947.*— Une prolongation de congé de convalescence de deux mois est accordée, pour compter du 10 juin 1947, à M<sup>me</sup> Leboucher, née Miller (Denise), institutrice stagiaire du cadre local.

A l'issue de ce congé l'intéressée se présentera de nouveau devant le Conseil de Santé.

3.— *Par décision n° 833 du 15 juillet 1947.*— Une prolongation de congé de convalescence d'un mois est accordée, pour compter du 10 juillet 1947, à M. Villant (Paulin), Chef de bureau de 1<sup>re</sup> classe du cadre d'Administration générale.

A l'issue de ce congé l'intéressé se présentera de nouveau devant le Conseil de Santé.

4.— *Par décision n° 834 du 15 juillet 1947.*— Un congé de convalescence de 15 jours est accordé, pour compter du 15 juillet 1947, à M<sup>lle</sup> Carlson (Iris), agent auxiliaire permanent en service au Cabinet du Gouverneur.

A l'issue de ce congé, l'intéressée se présentera de nouveau devant le Conseil de Santé.

5.— *Par décision n° 844 du 21 juillet 1947.*— Un congé de convalescence de quinze jours est accordé, pour compter du 29 juin 1947, à M<sup>me</sup> Thirel, née Faivre (Angèle), agent auxiliaire permanent du Service local.

A l'issue de ce congé, l'intéressée se présentera de nouveau devant le Conseil de Santé.

6.— *Par décision n° 845 du 21 juillet 1947.*— Un congé de convalescence de quinze jours est accordé, pour compter du 14 juillet 1947, à M<sup>me</sup> Thirel, née Faivre (Angèle), agent auxiliaire permanent du Service local.

A l'issue de ce congé, l'intéressée se présentera de nouveau devant le Conseil de Santé.

7.— *Par décision n° 859 du 22 juillet 1947.*— Une prolongation de congé de convalescence de quinze jours est accordée, pour compter du 13 juillet 1947, à M. Yeong Ah Tim (Timi), contrôleur principal de 3<sup>e</sup> classe du cadre local des Postes, Télégraphes et Téléphones.

A l'issue de ce congé, l'intéressé se présentera de nouveau devant le Conseil de Santé.

8.— *Par décision n° 860 du 22 juillet 1947.*— Une prolongation de congé de convalescence d'un mois est accordée, pour compter du 17 juillet 1947, à M<sup>me</sup> Le Saint, née Gérard (Henriette), agent auxiliaire permanent en service au Trésor.

A l'expiration de ce congé, M<sup>me</sup> Le Saint se présentera de nouveau devant le Conseil de Santé.

\* \* \*

## INSTRUCTION PUBLIQUE

1.— *Par décision n° 836 du 15 juillet 1947.*— A compter du 1<sup>er</sup> août 1947, les agents auxiliaires temporaires du Service local

dont les noms suivent, sont nommés agents auxiliaires permanents aux catégories et degrés fixés ci-après :

M. Salmon (Elie), 3<sup>e</sup> catégorie 24<sup>e</sup> degré ; ancienneté conservée au 1<sup>er</sup> août 1947 : 5 mois.

M<sup>me</sup> Salmon (Vaite), née Bessert, 3<sup>e</sup> catégorie 24<sup>e</sup> degré ; ancienneté conservée au 1<sup>er</sup> août 1947 : 5 mois.

\* \* \*

### POSTES, TÉLEGRAPHES, TÉLÉPHONES

1. — *Par décision n° 826 du 11 juillet 1947.* — M. Pambrun (Eugène), agent auxiliaire permanent de 2<sup>e</sup> catégorie est licencié, à compter du 10 juillet 1947, pour manquements graves de service.

\* \* \*

### SANTÉ

1. — *Par décision n° 835 du 15 juillet 1947.* — L'infirmier de 2<sup>e</sup> classe Guitteny Jean, en service à l'Asile d'aliénés de Papeete, est affecté au centre médical de Papeete, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1947.

Pour compter de la même date, M. Rochette Faahei, ex-volontaire, blessé de guerre du Bataillon du Pacifique, est nommé agent auxiliaire temporaire et affecté en cette qualité régisseur de l'Asile d'aliénés de Papeete. Il recevra en cette qualité une solde mensuelle de *trois mille cinq cents francs*.

M. Falchetto Julien est nommé agent auxiliaire temporaire du Service local et affecté en cette qualité gardien à l'Asile des vieillards de Papeete, pour compter du 27 juin 1947. Il percevra en cette qualité une rémunération mensuelle de *trois mille francs*.

2. — *Par décision n° 837 du 16 juillet 1947.* — La démission offerte par M. Lin Sin Georges agent auxiliaire permanent de 4<sup>e</sup> catégorie, manoeuvre et conducteur d'ambulance au poste médical de Taravao, est acceptée pour compter du 1<sup>er</sup> août 1947.

\* \* \*

### SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

1. — *Par décision n° 829 du 13 juillet 1947.* — Il est alloué à M. Paratua a Teuira, ex-président du conseil de district de Mahina une pension viagère annuelle de : *douze mille francs* (12.000 frs) en considération des services rendus à la cause publique de 1902 à 1947.

La présente décision aura effet à compter du 1<sup>er</sup> juin 1947.

2. — *Par décision n° 830 du 13 juillet 1947.* — Les gratifications suivantes sont accordées, pour l'année 1946, aux secrétaires d'état-civil de Tahiti :

Secrétaires de l'état-civil :	Districts :	Montant de la gratification :
M <sup>me</sup> Marthe Juventin	Faaa	1.000 frs
Hiuraitua a Teharuru	Punaauia	800 »
Teriierooiterai Teriitua	Paea	1.000 »
M <sup>me</sup> Tetuanui Estall	Papara	800 »
Charles Maoni	Mataiea	1.000 »
M <sup>me</sup> Bernardino Reté	Papeari	800 »
Bordes Edmond	Taravao-Afaahiti	1.000 »
M <sup>me</sup> Sanford Averii	Pueu	800 »
Alfred Teriierooiterai	Tautira	1.000 »
M <sup>me</sup> V <sup>ve</sup> Frébault Marie	Pirae	1.000 »
M <sup>me</sup> Rosa Micheli	Arue	1.000 »
M <sup>me</sup> V <sup>ve</sup> A. Mollon	Mahina	800 »
Robert Ebb	Orofara	500 »
E. Tepuerii Maau	Papenoo	1.000 »
M <sup>me</sup> Rereao Moea	Tiarei	800 »

Lucien Temarii	Mahaena	800 »
Pouira a Teauna	Hitiaa	500 »
Roita Tehuavero	Faaone	800 »
Charles Hamblin	Vairao	1.000 »
Maraehuria a Terupe	Teahupoo	800 »

3. — *Par décision n° 839 du 17 juillet 1947.* — M. Aumérat (Robert), titulaire du brevet élémentaire métropolitain, session 1946, est nommé agent auxiliaire du Service local de 2<sup>e</sup> catégorie 21<sup>e</sup> degré et est maintenu dans ses fonctions au Secrétariat Général (Bureau des Finances).

La présente décision aura effet pour compter du 16 juillet 1947.

4. — *Par décision n° 840 du 17 juillet 1947.* — A compter du 1<sup>er</sup> juillet 1947, le sergent-major infirmier Grillon, admis à prendre ses repas à l'Hôpital de Papeete, remboursera le prix de la ration de vivres d'un sous-officier vivant à l'ordinaire, soit : 48 fr. 35 par jour, taux fixé par l'arrêté du 28 juin 1947.

### AVIS OFFICIELS

#### AVIS

#### *de concours pour l'emploi d'inspecteur de 3<sup>e</sup> classe des Colonies.*

Le concours pour le grade d'inspecteur de 3<sup>me</sup> classe des colonies, prévu par l'article 3 du décret du 1<sup>er</sup> avril 1921 portant règlement d'administration publique sur l'organisation du corps de l'inspection des colonies, aura lieu à Paris en octobre 1948.

Ce concours est ouvert aux seuls officiers et fonctionnaires remplissant les conditions prévues à l'article 1<sup>er</sup> du décret organique.

Les demandes d'inscription accompagnées des pièces prévues à l'article 2 dudit décret, devront être adressées par la voie hiérarchique au Ministre de la France d'Outre-mer (direction du contrôle) avant le 1<sup>er</sup> octobre 1947.

#### AVIS

La seconde session de l'examen professionnel de la Magistrature Coloniale a été fixée aux 3 et 4 novembre 1947.

Les épreuves écrites de cet examen auront lieu aux sièges des juridictions d'appel. Elles pourront donc être subies à Papeete, siège d'un Tribunal Supérieur d'Appel.

La date limite des inscriptions au Ministère de la France d'outre-mer est fixée au 15 septembre 1947.

Les demandes de candidature devront être adressées à M. le Ministre de la France d'outre-mer, sous le couvert de M. le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie et seront accompagnées des pièces suivantes :

- 1<sup>o</sup>) Extrait de l'acte de naissance,
- 2<sup>o</sup>) Extrait n° 3 du casier judiciaire,
- 3<sup>o</sup>) Diplôme ou copie certifiée conforme du diplôme de licence en Droit,
- 4<sup>o</sup>) Déclaration de non-appartenance à tout groupement anti-national.

Ces dossiers devant parvenir au Ministère de la France d'outre-mer avant le 15 septembre 1947, accompagnés de l'avis motivé du Chef du territoire sur la suite à réserver à chaque candidature, les personnes intéressées ont le plus

grand intérêt à déposer ou adresser au Cabinet du Gouverneur, dans le plus bref délai possible, leur demande de candidature et les pièces énumérées ci-dessus.

### Liste des électeurs à la Chambre de Commerce.

N° d'ordre	Noms et prénoms	Profession ou qualité
------------	-----------------	-----------------------

#### I. - Circonscription de Tahiti-Moorea (inclus : Maiao et Makatea).

##### 1° Papeete.

1 Adams Paul	Réparateur de bicyclette.
2 Agnieray Adolphe	Entrepreneur de constr.
3 Ahuura a Roita	Marchand de curios.
4 Akiaru Tchou Fou (M <sup>me</sup> )	Couturière.
5 Amaru Marcel	Maître au grand cabotage.
6 Amédet A. (M <sup>me</sup> )	Commerçante.
7 Apuarii Joseph	Voiturier.
8 Apuiterai a Papara	Patissier - March. fruits
9 Aragon Georges	Ferblantier.
10 Araia a Mihimana	Mécanicien.
11 Arai a Arai	Marchand ambulant.
12 Arère a Teahu (M <sup>elle</sup> )	Couturière.
13 Arihi a Tiafaaio (M <sup>me</sup> )	Revendeuse.
14 Aroarii a Viri a Harehoe	Marchand ambulant.
15 Asen Pouira	Coiffeur.
16 Atem Joseph	Commerçant.
17 A Tong Vong (M <sup>me</sup> )	Commerçante-couturière.
18 A Yiing Chung Wan (M <sup>me</sup> )	do.
19 Azibert Jean	Préparateur de tabac.
20 Bailly Georges	Capitaine au long cours.
21 Bambridge Antony	Commerçant. - direct. de cinéma.
22 Bambridge Baldwin	Commerçant-commissionnaire.
23 Bambridge Edgar	Armateur.
24 Bambridge Georges W.	Directeur de la S.C.O.
25 Bambridge Lionel Louis	Commerçant.
26 Bambridge Lionel Roger	Garagiste.
27 Bastide Maurice	Exportateur de curios.
28 Bennett Alfred	Voiturier.
29 Bernard Emmanuel	Commerçant-colporteur.
30 Bernière Paul	Ancien memb. de la Ch. de commerce.
31 Bodin Henri	Ancien membre du Trib. de commerce.
32 Bopp Dupont Maxime	Commerçant-photographe.
33 Blouin André	Commerçant-commissionnaire.
34 Brander Terii	Voiturier.
35 Brault France Teihoarii (M <sup>lle</sup> )	Entrepreneur de constr.
36 Brault Henri	Capitaine au long cours.
37 Brault Marie (M <sup>me</sup> )	Commerçante.
38 Brisson Emile	Maître au grand cabotage.
39 Brisson Victor	Capitaine au long cours.
40 Broglie Renée (M <sup>me</sup> )	Commerçante-coiffeuse.
41 Brown Petersen Charles	Loueur en garni.
42 Cadousteau Marcel	Voiturier.

N° d'ordre	Noms et prénoms	Profession ou qualité
43 Carlson Louis		Maître au grand cabotage.
44 Cérans-Jérusalémy Clémence (M <sup>me</sup> )		Hotelier débitant.
45 Chabana Yvan		Entrepreneur de constr.
46 Chapman Jean		Voiturier.
47 Charon Robert		Commission.-exportateur.
48 Charousset Marcel		Agent d'assurances.
49 Chave John Branscombe		Exportateur de curios.-cinéma ambulant.
50 Chave John Thomas		Cinéma ambulant.
51 Chave Rita (M <sup>me</sup> )		Commerçante.
52 Chevrier Georges		Marchand ambulant.
53 Colombel Taataparea		Mécanicien.
54 Constant André		Commerçant-exportateur-commissionnaire.
55 Constant Pierre		Charcutier.
56 Coppenrath Clément		Ancien memb. du Trib. de commerce.
57 Cowan Jacques (M <sup>me</sup> )		Débitant restaurant.
58 Crake W. (M <sup>me</sup> V <sup>ve</sup> )		do.
59 Dauphin Cyrille		Marchand ambulant.
60 Davio Etienne		Mécanicien.
61 Dexter Georges		do.
62 Doudoute Georges		Constr. de navires-hôtelier restaurateur.
63 Drollet Alired		Commerçant.
64 Drollet Georges		Voiturier.
65 Ellacott Martial		Constructeur de navires.
66 Eisenzimmer		Photographe.
67 Estall Joseph		Ferblantier.
68 Estall Joseph (M <sup>me</sup> )		Couturière.
69 Faareiatua a Rereao (M <sup>me</sup> )		Voiturier.
70 Fabian Miroslav		Charcutier.
71 Faeta a Tere		Voiturier.
72 Fagu Auguste		Maître au grand cabotage.
73 Fanaurai Marcel		Mécanicien.
74 Faremiro Maiarii		Restaurateur.
75 Ferrand Jean		Commerçant imprimeur.
76 Ferrand Louis Marie		Menuisier.
77 Ferrand Pierre		Entrepreneur de constr.
78 Flosse Gaston		Commerçant-fabric. d'eau gazeuse.
79 Frogier Edouard		Entrepr. de chargement.
80 Frogier Marcel Victor		Commerçant-exportateur.
81 Frogier Pierre		Restaurateur-débitant.
82 Fuller André		Mécanicien
83 Fuller Winonah (M <sup>elle</sup> )		Couturière.
84 Gallois Henri		Exportateur.
85 Gaudin Charles		Pharmacien-parfumeur.
86 Gillet Maurice		Commerçant-commissionnaire-exportateur.
87 Gobrait Adram		Restaurateur-débitant.
88 Gooding Henri		Tailleur-loueur de bicycl.
89 Gournac Georges		Débitant-march. de café.
90 Grand Henri		Commerçant-commissionnaire-exportateur.
91 Gros Henri		Directeur de la B.I.C.
92 Guilbert Gaston		Commerçant-garagiste.

N° d'ordre	Noms et prénoms	Profession ou qualité	N° d'ordre	Noms et prénoms	Profession ou qualité
93	Haereraaroa Frédéric	Commerçant-voiturier.	143	Marama Metuarea	Voiturier.
94	Haereraaroa Oscar	Revendeur.	144	Martin Emile	Commerçant-brasseur-centrale électrique.
95	Hamblin Jean	Marchand de charbon.	145	Martin Gustave	Bijoutier.
96	Haoa Rehi (M <sup>me</sup> )	Marchand ambulant.	146	Matatini a Tinirau (M <sup>me</sup> )	Mar. de sorbets-pâtissier.
97	Héroult Pierre (M <sup>me</sup> )	Entrepren. de pompes funèbres.	147	Maze Paul (Mgr)	Armateur.
98	Hervé Robert	Commerçant-exportateur-commissionnaire.	148	Mehao a Teave Teraitua	Voiturier.
99	Hiapo a Nahenahe (M <sup>me</sup> ) épouse Dauphin	Colporteur.	149	Mere a Faua	Marchand ambulant.
100	Hoarau Rehi Haoa	Charpentier.	150	Mervin Alexandre	Loueur en garni.
101	Hon Lip Edouard	Tailleur.	151	Mervin Emilie (M <sup>me</sup> )	Commerçante-couturière.
102	Huioutu Jules	Ferblantier.	152	Mervin Eugène	Revendeur.
103	Ing Chaill Chong Apao (M <sup>me</sup> )	Couturière.	153	Mervin Hiram	Voiturier.
104	Io Kiau Chong Si Fouc (M <sup>me</sup> )	Commerçante-tailleur.	154	Mervin John	Armateur.
105	Irea a Irea	Commerç. à bord du "Itereura".	155	Mervin Samuel	do.
106	Jacquemin André	Représent. de la C.F.P.O.	156	Millaud Henri	Ancien memb. du Trib. de commerce.
107	Jacquier Henri	Pharmacien.	157	Miller Charles	Exportateur.
108	Jamet Marguerite (M <sup>me</sup> )	Commerçante.	158	Miller Pedro	Commissionnaire.
109	Jay Maurice	Electricien.	159	Miriama a Tuihani (M <sup>me</sup> )	Marchande de curios.
110	Johnston Marianne (M <sup>me</sup> )	Marchand ambulant.	160	Mirimata a Tumahai (M <sup>me</sup> )	Revendeuse.
111	Juventin André	Directeur de la Maison Donald.	161	Moerai Paofai (M <sup>me</sup> )	Marchand ambulant.
112	Juventin Elie	Imprimeur.	162	Moe Wong Tsiao Teotahi	Commerçante-couturière-export.
113	Klima Rodolphe	Commerçant.	163	Mony Jeanne (M <sup>me</sup> )	Direct. de la Cie export. fr. "La vanille Tahiti".
114	Labourre Eugène	Débitant-revendeur.	164	Norman Marguerite	Commerçante.
115	Lacour Marcel	Débitant-restaurateur-armateur.	165	O'Brien Joséphine (M <sup>me</sup> V <sup>ve</sup> )	Commerçante-couturière.
116	Laguesse Emile	Commerçant-garagiste.	166	Oliver Tony	Voiturier.
117	Lambert Camille (M <sup>me</sup> )	Commerçante.	167	Paepaetaata a Teihotu	Réparateur de bicyclettes.
118	Lambert Henri	Chaudronnier-tôlier.	168	Pailoux René	Export. et fabric. de curios.
119	Lamerand Raymonde (M <sup>me</sup> )	Commerçante exportatrice.	169	Palmer Charles M.	Armateur.
120	Langomazino Marie (M <sup>me</sup> )	Restaurateur-salon de thé.	170	Paofai Charles	Voiturier.
121	Largeteau Auguste	Voiturier.	171	Perry Georges	Débitant-restaurateur.
122	Lasserre Marcel	Mécanicien.	172	Phaure Georges	Agent des Messageries Maritimes.
123	Layton Henri	Marchand ambulant.	173	Poroi Georges René	Commission.-armateur.
124	Leboucher Albert	Débitant.	174	Poroi Philippe	Voiturier.
125	Le Caill Jean	Constructeur de navires.	175	Praud André	Capitaine au long cours.
126	Lee Tang (M <sup>me</sup> V <sup>ve</sup> )	Commerçante-couturière.	176	Pugibet Ernest	Entrepr. de constructions.
127	Leontieff André	Agent d'affaires.	177	Pugibet Etienne	Charcutier-boucher.
128	Leontieff M.	Commerçant-salon de thé.	178	Pugibet François	Coiffeur.
129	Le Prado Adrien	Constructeur de navires.	179	Purakaueke Daniel (M <sup>me</sup> )	Débitant-restaurateur.
130	Leverd Simone (M <sup>me</sup> )	Commerçante.	180	Quesnot Joseph	Représentant de la maison "Pasquier et Fain".
131	Lévy Germain	Voiturier.	181	Raoulx Louis	Débitant.
132	Lévy Lia	Loueur en garni.	182	Reck Emile	Savonnier.
133	Lherbier Léon	Ancien memb. de la Ch. de commerce.	183	Rey Jules	Commerçant.
134	Lighart Nicolas	Savonnier-brocantier.	184	Richmond Alfred	Armateur.
135	Lintz Jean (M <sup>me</sup> )	Commerçante.	185	Richmond Marama	Menuisier.
136	Lorfevre André	Commerçant.	186	Richmond Nadège (M <sup>me</sup> )	Commerçante-pâtissière.
137	Lucas Philippe	Voiturier.	187	Richmond Teriieura	
138	Maitere Dora (M <sup>me</sup> )	Hotelier-restaurateur-débitant.	188	Roux Pierre	Boulangier-pâtis.-voiturier.
139	Mana (M <sup>me</sup> )	Marchand ambulant.	189	Sage Georges	Coiffeur-march. de curios.
140	Manhes Charles	Débitant.	190	Sage Victor	Pâtissier-revendeur.
141	Manin R.	Débitant-restaurateur.	191	Salmon Eric	Voiturier.
142	Maraetefau Temauri Charles	Boucher.	192	Sarciaux Rita (M <sup>me</sup> )	Commerçante-couturière.
			193	Shyle Etienne	Voiturier.
			194	Simon André (Siméon)	Commerçant.



N° d'ordre	Noms et prénoms	Profession ou qualité	N° d'ordre	Noms et prénoms	Profession ou qualité
195	Simonet Robert	Commerçant-débitant.	244	Tu a Mataoa	Voiturier.
196	Solari René	Commerçant-exportateur-commissionnaire.	245	Tuoro a Peni	Restaurateur-commerçant.
197	Souiry France (M <sup>me</sup> )	March. de café-pâtisserie.	246	Tu Théodore Taiarui	Voiturier.
198	Spingler Kléber	Agent d'assurance.	247	Vidal Paul	Revendeur.
199	Spitz Georges	Exportateur-bijoutier-commerçant.	248	Vien Marthe (M <sup>me</sup> )	Curios.
200	Taahitua a Tehaamatai	Voiturier.	249	Vigor Robert Henri	Commerçant.
201	Tabanou Ernest	do.	250	Villierme Henri (fils)	Armateur.
202	Tabanou Jeanne (M <sup>lle</sup> )	Commerçante.	251	Vinot Marie (M <sup>me</sup> )	Commerçante-couturière.
203	Tainoa a Hitiura	Electricien.	252	Vray (M <sup>me</sup> )	Commerçante.
204	Tairapa Tehatu	Réparateur de bicyclettes.	253	Walker Robert (M <sup>me</sup> - V <sup>ve</sup> )	Constructeur de navires-entrepreneur.
205	Tapea a Hagai	Réparateur de bicyclettes-brocanteur.	254	Willems (M <sup>me</sup> )	Coiffeur.
206	Tapotofarerani Louis	Maître au grand cabotage.	255	Wohler Emile	Mécanicien.
207	Taputuarai Teari	Entrepreneur.	256	Wong Pan Si (M <sup>me</sup> )	Voiturier.
208	Tauru Gabriel	Réparateur de bicyclettes.	2° <i>Faaa.</i>		
209	Tavi a Peau	Marchand ambulant.	257	Liais Charles	Huillier-voiturier.
210	Tching Fou ou Taraufau	Coiffeur.	3° <i>Punaauia.</i>		
211	Teahiohio Taurua	Entrepreneur.	258	Gooding Teriirere Teanini (M <sup>me</sup> )	Hôtel-restaurant-débit.
212	Teamotuaitau Théophile	Constructeur de navires.	259	Graffe Paul	Voiturier.
213	Teanotaga Marianne (M <sup>me</sup> )	Couturière.	260	Mamaatuaiahutapu Tevane	Pâtissier.
214	Teave Adolphe (M <sup>me</sup> )	Revendeuse.	261	Teraï Avaemai (M <sup>me</sup> )	Marchand ambulant.
215	Teave Puni	Coiffeur-commerçant.	4° <i>Paea.</i>		
216	Tefifi a Tevaeearai	Marchand ambulant-colporteur.	262	Chapman Clinton	Voiturier.
217	Teheura a Paia	Marchand ambulant.	263	Heimata a Moana Fuller	Marchand ambulant.
218	Teiva Temihi	Marchand ambulant.	264	Teore Alfred	Marchand ambulant - pâtissier.
219	Temarore a Vehiatua	Revendeur.	265	Tumata a Tumatara	Marchand ambulant.
220	Tema Tetahaimaui	Voiturier.	5° <i>Papara.</i>		
221	Temaui Georges	Ferblantier-menuisier-fabricant de curios.	266	Faatiarau Tiapatai	Marchand ambulant.
222	Tepa William T.	Menuisier - marchand de fruits.	267	Fateata a Aro (M <sup>me</sup> )	id.
223	Tera a Tiapatai (M <sup>me</sup> )	Marchand ambulant.	268	Ferriol F.A.	Commerçant.
224	Terautahi Teriipaia (M <sup>me</sup> )	id.	269	Lehartel Hippolyte	Marchand ambulant.
225	Teriipaia Marie (M <sup>lle</sup> )	Restaurant.	270	Rochette Henriette (M <sup>lle</sup> )	Débit-restaurant.
226	Terii a Tematua	Entrepreneur.	271	Tefaanua a Tefaaora	Marchand ambulant.
227	Terio Teraitua (M <sup>me</sup> )	Marchand ambulant - pâtissier.	272	Tevahinenuuratua a Teuira (M <sup>me</sup> )	Voiturier.
228	Terorotua Georges	Voiturier.	273	Toimata Apuarii (M <sup>me</sup> )	Marchand ambulant.
229	Teumere Maitere (M <sup>me</sup> )	Revendeuse.	274	Viritini a Tahitorai	id.
230	Thong Shin Ata	Pâtissier-confiseur.	6° <i>Mataiea.</i>		
231	Tiare Parua Tunutu (M <sup>lle</sup> )	Curios.	275	Bernière Paul	Voiturier.
232	Tihoti a Moorai	Réparateur de bicyclettes	276	Temarii Jean	id.
233	Tirahuri a Teave	Coiffeur.	277	Tuihi Etienne Tapare	Jeux de billards.
234	Tonda Kovarik	Entrepreneur.	278	Turere Vahirua Terorotua	Jeux de billards-marchand ambulant.
235	Toomaru François	Réparateur de bicyclettes.	279	Vahio Maruae Vahirua Terorotua	Marchand ambulant.
236	Tracqui Jean	Voiturier.	7° <i>Papeari.</i>		
237	Tracqui Jean-Baptiste	Directeur "Tracqui et fils".	280	Ahuura Paheroo	Marchand ambulant.
238	Tshen Fo Itia	Marchand ambulant.	281	Fareea Eugénie (M <sup>me</sup> )	Commerçante.
239	Tua Albert Riaria	Voiturier.	282	Paaha Tauraa Wilson	Colporteur.
240	Tuane a Mai (M <sup>me</sup> )	Curios-parfumeur.	283	Raihaamana Tuaiva	Marchand ambulant.
241	Tumahai a Pohuetea (M <sup>me</sup> ) (épouse Adams)	Menuisier.	284	Tauira a Ahutoru	Colporteur.
242	Tumahai Rootama (Teamo)	Voiturier.			
243	Tumahai Tetuaura (M <sup>me</sup> ) (épouse Matu)	Marchand ambulant.			

N° d'ordre	Noms et prénoms	Profession ou qualité
285	Tehea Teihotua (M <sup>me</sup> )	Marchand ambulant.
286	Teriitaua a Moe	Pâtisserie-billard.
287	Tetupaia a Tehei	Commerçant.
288	Tetupaia a Tehei (M <sup>me</sup> )	Couturière.
<i>8° Afaahiti.</i>		
289	Garbutt William	Voiturier.
290	Jamet Charles	id.
291	Jamet William	id.
292	Lehartel Charles	id.
293	Temaui a Teihoarii	Pâtissier.
294	Van Bastolaer Louis	Voiturier.
295	Vivish Steven	Colporteur.
<i>9° Vairao.</i>		
296	Mata Pua	Colporteur.
297	Puarii Tahutini	Marchand ambulant.
298	Taaroa a Tetumu	id.
299	Taataura a Maraoura	id.
300	Tautara Rapaarii	Pâtissier.
<i>10° Teahupoo.</i>		
301	Rochette Taurarii	Commerçant.
302	Tanehoarai a Tetopata	Marchand ambulant.
<i>11° Tautira.</i>		
303	Ah You (M <sup>me</sup> )	Commerçant-boulangier.
304	Tetuahuni a Maihuti	Débit-restaurant-billard.
<i>12° Pueu.</i>		
305	Mare a Tiai a Vehiatua	Colporteur.
306	Teihoarii a Tuairau	Marchand ambulant.
307	Temehau a Teai (M <sup>me</sup> )	Débit-restaurant.
<i>13° Hitiaa-Faaone.</i>		
308	Faio Faaio	Marchand ambulant.
309	Saminadin Marius	id.
<i>14° Tiarei-Mahaena.</i>		
310	Tchong Tai Wong You (M <sup>me</sup> )	Commerçant-boulangier.
311	Vien Edmond	Boucher.
<i>15° Papenoo.</i>		
312	Lagarde Emile	Voiturier.
<i>16° Mahina.</i>		
313	Heimata a Pihatarioe	Voiturier.
314	Piritua Gabriel	Marchand ambulant.
315	Raipoia a Tetuaea (M <sup>me</sup> )	Café-Pâtisserie.
316	Taehauarii a Taurua	Marchand ambulant.
<i>17° Arue.</i>		
317	Astier Louis	Hôtel-restaurant-débit.
318	Claus Guy Tony	Débit-restaurant.
<i>18° Pare.</i>		
319	Bambridge Georges (M <sup>me</sup> - V <sup>e</sup> )	Pâtissière.
320	Fontaine Paul	Curios fabricant.
321	Grand Félix	Commerçant.

N° d'ordre	Noms et prénoms	Profession ou qualité
<i>19° Afareaitu.</i>		
322	Terorotua Albert	Pâtissier.
323	Teuraheimata Mataitai	Commerçante.
<i>20° Haapiti.</i>		
324	Ariiroo Nehemia	Marchand ambulant.
325	Arutahi a Paoa	Voiturier.
326	Paea a Agnie	Colporteur.
327	Paquier Emile	Débit-restaurant.
328	Pater Patrice Matahura	Voiturier.
329	Piafano Tauira	Commerçant.
330	Tevaeearai a Tauira	Voiturier.
331	Varuahi Tiaihau	Commerçant.
<i>21° Papetoai.</i>		
332	Germain Teraivahia	Marchand ambulant.
333	Onohea Hapairai	id.
334	Vaha Faataura	Boucher.
<i>22° Teaharoa.</i>		
335	Friedman Blanche (M <sup>me</sup> )	Hôtel-restaurant-débit.
336	Pihaatae Emile	Pâtissier.
337	Raimae Teihoarii a Tama	Marchand ambulant.
338	Tanemateha Tamaitiore	Marchand ambulant-voiturier.
339	Taura a Mauiui	Voiturier.
340	Teharuru a Raparii	Voiturier-marchand ambulant-pâtissier.
341	Teihotu Teraiharoa	Voiturier.
342	Tetuanuifateata a Titifa (M <sup>me</sup> )	Hôtel-restaurant-débit.
343	Tetumareta a Naumi	Marchand de sorbets.
<i>23° Teavaro.</i>		
244	Hanere Caroline (M <sup>me</sup> )	Marchand ambulant.
345	Taatamata a Tapotofararani (M <sup>me</sup> )	Hôtel-restaurant-débit.
346	Terio Aroa	Boucher.
<i>24° Maiao (ile).</i>		
347	Mata a Uraore (M <sup>me</sup> )	Commerçant.
348	Tehoa Taata et Teriimana Tainiua	id.
349	Teriitahi a Revae	id.
<i>25° Makatea (ile).</i>		
350	Amaru Marguerite (M <sup>me</sup> )	Marchande de sorbets.
351	Avivi a Turi	Voiturier.
352	Etilagé Athanase	Marchand de sorbets.
353	Golaz Terii	Commerçant
354	Haamoura Paheroo	Marchand de sorbets.
355	Hauatua a Maro	Jeux de billards.
356	Marae Hiti (M <sup>me</sup> )	Marchand de sorbets.
357	Nanai Catherine (M <sup>me</sup> )	id.
358	Normand Georgette (M <sup>me</sup> )	id.
359	Ratinassamy (M <sup>me</sup> )	id.
360	Sanford Aristide (M <sup>me</sup> )	id.
361	Teai Victor	Coiffeur.
362	Terii Vahine (M <sup>me</sup> )	Marchande de sorbets.
363	Tetuarere Teai (M <sup>me</sup> )	id.

N° d'ordre	Noms et prénoms	Profession ou qualité
364	Teura Samy	id.
365	Tohitia Pahoa	Restaurant.
366	Tuarae Tiaiho (M <sup>me</sup> )	Marchande de sorbets.
II. - Circonscription des Iles Sous-le-Vent.		
1° <i>Uturoa</i> .		
367	Ah Lan Law Shui (M <sup>me</sup> )	Commerçante-couturière.
368	Ah Sing Sam Kuo dit Ati	Restaurateur.
369	Amiot Eugène	Agent d'affaires.
370	Amiot Eugénie (M <sup>me</sup> )	Hôtière-restaurateur.
371	Bambridge Anthony	Entrep. de spectacles.
372	Grojan Raymond	Armateur, voiturier-fab-
		cant de glace.
373	Hart Alfred	Négociant.
374	Hart John	Subrécargue.
375	Hart Marcel	Voiturier-boucher.
376	Hart Ralph	Exportateur.
377	Heimau Manu (M <sup>lle</sup> )	Commerçante.
378	Sanquer Yves	Voiturier-armateur.
379	Tetu a Teamo (M <sup>me</sup> )	Marchande de curiosités.
380	Vernaudeon François	

2° *Tevaitoa*.

381	Bernardeau Marcel	Voiturier.
382	Tetuanui Temauri	id.

3° *Ruutia*.

383	Garnier Jean	Voiturier.
-----	--------------	------------

4° *Borabora*.

384	Turaiapua a Teuaura	Voiturier.
-----	---------------------	------------

5° *Maupiti*.

385	Tahu a Tihoni	Boulangier.
-----	---------------	-------------

## III. - Circonscription des Tuamotu.

1° *Ahe*.

386	Temarii (père)	Commerçant.
387	Tupana Rino Tuao	id.

2° *Anaa*.

388	Aumérán Adrien	Commerçant.
-----	----------------	-------------

3° *Apataki*.

389	Richmond Louis	Commerçant.
-----	----------------	-------------

4° *Arutua*.

390	Roa Mamaeau	Commerçant.
-----	-------------	-------------

5° *Fakahina*.

391	Dimos Timi (M <sup>me</sup> )	Commerçante.
-----	-------------------------------	--------------

6° *Fakarapa*.

392	Aumérán Etienne	Commerçant.
393	Smith Peni	id.
394	Tetautahi Tetauupu	id.
395	Torikura Manarii	id.

7° *Fangatau*.

396	Estall Teanuhe	Commerçant.
-----	----------------	-------------

N° d'ordre	Noms et prénoms	Profession ou qualité
	8° <i>Hao</i> .	
397	Keha Tu Gaehau	Commerçant.
398	Tekehu Turuma	id.
399	Tinomano Tautu	id.
400	Tuteamaru Tehoapu	id.
	9° <i>Hikueru</i> .	
401	Maihiti Rangitake	Commerçant.
	10° <i>Kaukura</i> .	
402	Richmond William	Commerçant.
	11° <i>Makemo</i> .	
403	Peters Paul	Commerçant.
	12° <i>Manihi</i> .	
404	Fareea Tahua	Commerçant.
	13° <i>Napuka</i> .	
405	Etilagé Edouard	Commerçant.
	14° <i>Niau</i> .	
406	Colombani Hugoline (M <sup>me</sup> )	Commerçante.
407	Temaunu Tetautahi	id.
408	Tetahaimaui Omera Mapua-	id.
	riki	
	15° <i>Puka-Puka</i> .	
409	Ah Hini Toariki	Commerçant.
410	Tepehu Fariua	id.
	16° <i>Rangiroa</i> .	
411	Bennett Manua	Commerçant.
412	Ite Tau	id.
413	Orbeck Otto	id.
	17° <i>Raroia-Takume</i> .	
414	Estall Sébastien	Commerçant.
415	Helme Sébastien	id.
	18° <i>Takapoto</i> .	
416	Mariteragi Fatai	Commerçant.
417	Taihia Paul	id.
	19° <i>Takarua</i> .	
418	Gabral Ioane	Commerçant.
419	Palmer Charles Arthur	id.
	20° <i>Tikehau</i> .	
420	Bellais Ruia (M <sup>me</sup> )	Commerçante.
421	Huri Huri	id.
422	Maraeura Terii	id.
423	Pioi Denis dit Perehenua	id.
424	Taharia Faarii	id.
425	Teriitehau Pepe	id.

## IV. - Circonscription des Gambier (et Tuamotu y rattachées.)

1° *Gambier*.

426	Hérault Jean	Commerçant.
-----	--------------	-------------

N° d'ordre	Noms et prénoms	Profession ou qualité
<b>2° Reao.</b>		
427	Teaka Marama	Commerçant.
<b>3° Tatakoto.</b>		
428	Magaia Tohitika	Commerçant.
429	Rata Albert	id.
<b>V. - Circonscription des Marquises.</b>		
<b>1° Fatu-Hiva.</b>		
430	William Grelet	Commerçant.
<b>2° Nuka-Hiva.</b>		
431	Ah Scha Mautai	Commerçant.
432	Bob Mac Kittrick	id.
433	Falchetto Sébastien	id.
434	Tamarii Etienne	id.
<b>3° Ua-Pou.</b>		
435	Aatoua Heremano	Commerçant.
436	Ah So Teikihaa	id.
437	Huuli Kororao	id.
438	KohuMoetini Teikikeotai	id.
439	Tata Teikiumapaa	id.
440	Teheitaeva Teikitaahitu	id.
441	Teheua Hatuuku	id.
<b>4° Ua-Uka.</b>		
442	Fournier Auguste	Commerçant.
443	Teikikaïouaho Jean	id.
444	Vaaputona Tukieinui	id.
<b>VI. - Circonscription des Iles Australes.</b>		
<b>1° Raivavae.</b>		
445	Ruru Matuu	Commerçant.
<b>2° Rapa.</b>		
446	Watanabé Margot (M <sup>me</sup> )	Commerçante.
<b>3° Rimatara.</b>		
447	Tehio Emma (M <sup>me</sup> )	Commerçante.
<b>4° Rurutu.</b>		
448	Hurahutia Temana	Commerçant.
449	Maimoa a Mairau	Armateur.
<b>5° Tubuai.</b>		
450	Taroamaitepua Mae	Commerçant.

Liste arrêtée à Quatre cent cinquante électeurs en séance du Conseil Privé du 30 juin 1947.

Le Gouverneur, p. i.,  
HAUMANT.

## Bons du Trésor et Bons de la Libération de 1.000 frcs et au-dessus

Souscrivez, vous ferez un placement de fonds pour une courte durée de 6 mois, 1 an, 2 ans, etc., à votre gré.

Pendant cette période vos fonds, jusque-là improductifs, vous rapporteront un intérêt qui vous est payable d'avance.

Vous diminuerez aussi les risques de vol.

Vous faciliterez enfin les mouvements de fonds du Trésor et ainsi vous ferez acte de bon citoyen et de patriote.

Ces bons, au porteur ou au nominatif à votre choix, sont domiciliés dans les E.F.O. Ils sont donc souscrits en *francs-Pacifique* et remboursés à échéance dans la même monnaie, même en France et dans les Territoires de l'Union Française. Ils sont, à l'exception des bons de la Libération, escomptables à la Banque de l'Indochine de Papeete.

En souscrivant à des dates différentes, vous pouvez à volonté fixer les dates auxquelles les bons souscrits vous seront remboursés et ainsi récupérer le capital dont vous pourrez alors avoir besoin pour des règlements prévus.

Renseignez-vous à la Trésorerie des E.F.O., à la Banque de l'Indochine, à la Poste ou à la Caisse Centrale de Crédit Agricole Mutuel.

## AVIS

Des concours spéciaux pour le recrutement d'élèves-contrôleurs des Douanes en France et en Algérie, réservés aux candidats résidant aux colonies et n'ayant pu faire acte de candidature pendant la durée des hostilités doivent avoir lieu dans les territoires d'outre-mer aux dates ci-après :

1 <sup>er</sup> concours	mai 1947
2 <sup>me</sup> concours	novembre 1947

Seuls les candidats pourvus de l'un des diplômes suivants :

Licence, Baccalauréat complet de l'Enseignement Secondaire, Diplôme des Hautes Etudes Commerciales de Paris, Diplôme des Ecoles Supérieures de Commerce instituées près des Universités peuvent être admis à concourir.

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser au Chef du Service des Douanes à Papeete.

## AVIS

### CONSIGNES EN CAS D'ACCIDENT D'AERONAUTIQUE

Tirées de l'« Instruction aux agents du Secrétariat Général à l'aviation civile et commerciale concernant les dispositions à prendre en cas d'accident d'aéronautique ».

(Instruction détenue par le Service Météorologique)

### En cas d'accident :

Organiser les premiers secours avec le concours des personnes pouvant se rendre particulièrement utiles dans ce cas (pompiers, docteurs, ambulance).

Faire assurer la garde de l'aéronef ou de ses débris avec interdiction formelle d'y toucher.

Identifier les témoins et recueillir leurs premières déclarations.

S'il y a mort ou blessures graves : prévenir la police, ou la gendarmerie.

Si, à leur arrivée sur les lieux, les gendarmes constatent que des personnes ont touché aux débris, ils pourront faire établir un cordon de garde autour des personnes sur les lieux et, avec l'aide d'hommes qu'ils choisiront sur place, ils procéderont à la fouille de ces personnes.

Prévenir immédiatement le représentant de l'aéronautique civile.

L'avis d'accident doit autant que possible contenir les renseignements suivants :

- a) Date de l'accident ou de l'atterrissage.
- b) Lieu de l'accident.
- c) Immatriculation de l'aéronef.
- d) Personnel à bord (équipage, passagers: noms et prénoms).
- e) Conséquences pour le personnel, les tiers, le matériel.
- f) Type de l'aéronef.
- g) Propriétaire de l'aéronef.
- h) Marque ou type du ou des moteurs.
- i) Aérodrome de départ et de destination.
- j) Circonstance de l'accident.

Tout fait technique ayant fait courir des risques aux personnes ou au matériel (panne de moteur, incident de vol, panne de radio), toute irrégularité (retard, demi-tour, atterrissage hors de l'aérodrome ou en dehors du plan d'eau balisé), toute présomption d'accident ou d'avion disparu, doivent être immédiatement signalés au représentant de l'Aviation Civile.

Rendre compte au Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie de tous accidents, incidents, et irrégularités, ainsi que des mesures qui ont été prises.

La présente consigne sera affichée dans les bureaux de l'Officier de port de Papeete et du Chef de poste de Borabora.

Papeete, le 22 avril 1947.

*Le Gouverneur p.i.*

J-C. HAUMANT.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de M<sup>e</sup> P. DE MONTLUC, Défenseur à Papeete.

#### A VENDRE

Sur saisie-immobilière.

**Le Vendredi 22 Août 1947.**

à 8 heures 30 du matin.

En l'audience des criées du Tribunal Civil de Première instance de Papeete, au plus offrant et dernier enchérisseur, en DEUX LOTS les biens immeubles dont la désignation suit, savoir :

#### DÉSIGNATION DES BIENS A VENDRE :

##### Premier lot

Le lot n° 1 d'une parcelle de la terre *Patutoa*, sise à Pare

(Tahiti) qui a été attribué à M. Teuinatua François, dit Sarciaux, lors du partage effectué le 17 mai 1937, entre les conjoints TEUINATUA.

Ce lot d'une superficie de sept cent vingt neuf mètres carrés est borné d'un côté par l'Avenue du Régent Paraita sur trente quatre mètres. du côté opposé par la terre Tehirihiri sur dix neuf mètres, neuf mètres vingt et quatorze mètres vingt en ligne brisée, du troisième côté par la propriété Julien Lévy sur quinze mètres ; du quatrième côté par le deuxième lot du même lotissement sur vingt sept mètres cinquante.

##### Deuxième lot

Le lot n° 3 d'une parcelle de la terre *Patutoa*, sise à Pare (Tahiti), qui a été attribué à Mademoiselle Fainuarii a Amaru lors du partage effectué le 17 mai 1937, entre les conjoints TEUINATUA.

Ce lot d'une superficie de sept cent vingt neuf mètres carrés est borné : d'un côté par l'Avenue du Régent Paraita sur vingt mètres soixante cinq ; du côté opposé par la terre Tehirihiri sur dix neuf mètres vingt cinq ; du troisième côté par le deuxième lot sur trente et un mètres ; du quatrième côté par le lot n° 4 sur trente sept mètres soixante.

Ces immeubles ont été saisis à la requête de M. Thomas, Erskine BUNKLEY, demeurant à Papeete, ayant M<sup>e</sup> de MONTLUC pour Défenseur, demeurant Rue du Général de Gaulle, à Papeete, par procès-verbal de M<sup>e</sup> Pierre ASSAUD, huissier audiencier des Tribunaux, en date du 21 avril 1947, enregistré et transcrit après dénonciation aux saisis, M. François Teuinatua, dit Sarciaux, et Mlle Fainuarii a Amaru, demeurant à Papeete, au Bureau des Hypothèques de Papeete, le six mai mil neuf cent quarante sept, Volume 12, N° 6.

#### Mises à prix :

L'adjudication aura lieu sur les mises à prix suivantes fixées par le poursuivant :

##### Premier lot :

*Soixante-quinze mille francs, ci..... 75.000 francs*

##### Deuxième lot :

*Soixante-quinze mille francs, ci..... 75.000 francs*

Il est déclaré conformément aux dispositions de l'article 696 du Code de Procédure Civile, que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris inscription sur les immeubles saisis pour raison d'hypothèques légales devront requérir cette inscription avant la transcription du jugement d'adjudication.

Fait et rédigé par le Défenseur poursuivant à Papeete, le 1<sup>er</sup> juillet 1947.

P. DE MONTLUC, *Défenseur.*

Etude de M<sup>es</sup> AHNNE-GUILPAIN, Défenseurs à Papeete.

### Cession de droits dans un fonds de commerce.

#### Deuxième insertion.

Suivant acte sous signatures privées en date à Papeete, du 27 juin 1947, enregistré, M. Axel NORDMAN, commerçant à Papeete, a vendu à M. Georges DROLLET, commer-

çant demeurant au même lieu, tous ses droits de propriété dans le fonds de commerce de café-dancing connu sous le nom de "LIONEL'S CABARET" et tout le matériel, les instruments de musique, l'achalandage et la clientèle, sans en rien réserver ni excepter.

Cette vente a été consentie moyennant le prix de : *Soixante deux mille cinq cents francs.*

Les oppositions devront être faites, à peine de forclusion, dans les dix jours de la présente insertion, à Papeete, en l'Etude de M<sup>es</sup> AHNNE-GUILPAIN, Défenseurs.

Pour deuxième insertion :

R. GUILPAIN.

---

## ANNONCES DIVERSES

---

### AVIS

Les actionnaires de la Société Civile Immobilière Chinoise sont convoqués en Assemblée Générale annuelle au Siège Social à Papeete, Rue du Maréchal Foch, le jeudi 7 août 1947, à onze heures trente.

#### Ordre du jour :

Election du Comité de Direction,  
Vérification des comptes de la Société,  
Questions diverses.

*Le Comité de Direction.*

## EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

### Règlement sur la circulation routière.

Prix broché : 4 francs.

### " OCEANIA "

Légendes et Récit Polynésiens.

Extrait des *Bulletins* de la Société d'Etudes Océaniques.

PRIX BROCHÉ : 32 FRANCS.

### Essai de bibliographie du Pacifique.

PAR M. LE GOUVERNEUR L. JORE.

Prix broché : 48 francs.

### RECUEIL

des lois, décrets, arrêtés ministériels,  
arrêtés et décisions locaux

EN VIGUEUR

dans les Etablissements français de l'Océanie.

Prix des quatre volumes : 1.250 francs.

SERVICE MÉTÉOROLOGIQUE

Latitude : 17° 32' S  
Longitude : 149° 34' W  
Altitude : 92m50  
(cuvette du baromètre)

Résumé des observations du mois de juin 1947.

DATES	TEMPÉRATURE en degrés centigrades			PRESSION ATMOSPHÉRIQUE corrigée à 0° et à la gravité normale 1000+				HUMIDITÉ relative en pour cent		TENSION DE VAPEUR D'EAU en millibars heure légale			Pluie en millimètres de 7 h. et jour à 7 h. demain	INSOLATION en heures et dixièmes	EVAPORATION	TEMPÉRATURE à la surface du sol		VENT AU SOL DIRECTION EN ROSE DE 8 vitesse en km/heure.					
	minimum m	maximum M	moyenne 1/2 (M+m)	matin		soir		m	M	7 H	12 H	17 H				m	M	0 H.	04 H.	08 H.	12 H.	16 H.	20 H.
				m	M	m	M																
1	22.6	31.7	27.1	2.3	5.5	2.5	4.6	50	87	22.8	27.3	26.6	»	9.9	6.5	19.8	×	SE 1	S 1	» 0	W 8	NE 7	» 0
2	23.1	30.8	27.0	2.6	4.4	0.6	3.3	37	91	24.7	28.2	26.4	»	8.0	3.6	20.4	×	» 0	» 0	» 0	NE 10	NE 7	SE 1
3	23.0	31.4	27.2	2.3	3.9	1.1	3.3	50	90	21.7	25.2	24.7	2.1	8.5	5.3	20.0	×	» 0	» 0	E 3	E 13	E 12	E 9
4	23.3	29.0	26.1	0.6	2.1	1.1	3.7	66	91	26.8	30.8	30.0	14.3	3.9	3.9	20.5	×	E 15	E 19	E 19	E 14	E 16	E 15
5	24.0	31.6	27.8	3.0	3.7	1.8	3.3	59	85	23.4	27.7	27.2	»	6.1	4.3	20.2	×	E 13	E 14	E 8	NE 14	NE 12	E 8
6	23.7	31.1	27.4	2.5	3.8	1.3	3.0	66	88	23.6	29.2	27.9	»	10.0	3.6	20.9	×	E 6	E 8	NE 12	NE 14	NE 3	SE 6
7	22.8	31.0	26.9	1.0	2.9	0.6	2.6	49	89	22.8	27.8	28.1	1.2	5.4	2.9	20.1	×	SE 7	SE 7	» 0	N 9	» 0	» 0
8	22.2	31.0	26.6	1.5	3.8	2.3	4.2	56	88	23.7	25.1	26.6	0.2	2.7	2.2	20.6	×	SE 7	S 2	SE 1	W 9	» 0	» 0
9	22.6	29.7	26.2	2.5	4.9	2.5	5.1	55	91	24.0	26.3	26.4	0.4	5.5	2.1	21.4	×	SE 10	S 3	» 0	E 3	» 0	» 0
10	22.6	30.5	26.5	4.1	5.5	2.9	5.9	63	92	24.7	26.4	27.5	»	7.9	3.1	21.0	×	SE 2	SE 1	» 0	W 15	» 0	SE 1
11	21.7	31.6	26.7	5.0	6.3	3.0	4.9	57	93	22.0	24.9	26.4	»	9.9	3.5	19.1	×	SE 2	SE 5	» 0	W 10	W 6	S 2
12	22.3	31.4	26.8	3.3	4.9	1.9	4.1	54	93	25.1	25.6	23.7	»	7.7	3.5	20.1	×	» 0	» 0	SE 1	W 5	S 6	SE 8
13	22.3	30.7	26.5	3.0	4.1	1.0	3.8	56	85	21.5	24.8	24.2	»	8.8	3.6	19.1	×	SE 9	S 3	SE 4	W 14	NE 5	SE 1
14	21.8	30.5	26.2	2.7	4.2	1.0	3.7	63	87	22.0	26.0	24.9	»	9.8	3.5	19.3	×	» 0	SE 1	E 7	NE 20	NE 10	E 5
15	22.1	30.1	26.1	2.5	3.9	1.5	3.9	58	90	21.9	25.7	25.9	»	9.5	3.8	19.3	×	SE 4	SE 4	» 0	N 15	N 2	SE 4
16	21.3	31.0	26.1	3.0	3.3	2.3	5.5	55	87	22.3	26.2	27.2	»	10.0	4.8	17.9	×	SW 4	E 8	E 17	E 17	E 14	SE 2
17	23.5	30.0	26.8	2.7	6.3	4.2	6.2	54	86	23.7	27.4	27.2	4.0	7.3	2.9	21.1	×	» 0	E 12	» 0	NW 4	W 5	S 3
18	22.0	30.0	26.0	5.1	7.3	4.1	6.2	50	93	21.2	25.6	26.4	»	9.2	3.7	18.2	×	S 3	S 4	» 0	W 7	W 14	SE 4
19	21.8	30.1	25.9	5.3	7.0	3.9	5.3	52	90	20.0	23.9	24.2	»	10.1	3.8	18.0	×	SE 4	SE 5	» 0	W 13	W 6	S 2
20	21.9	31.3	26.6	4.3	6.5	4.2	6.5	49	90	20.5	23.6	24.3	»	9.0	4.0	17.9	×	» 0	S 2	SE 9	N 5	W 10	» 0
21	21.4	30.4	25.9	5.0	6.3	3.5	5.3	57	91	20.9	23.4	24.4	»	9.6	4.2	17.8	×	SE 5	SE 4	» 0	W 12	W 10	S 4
22	22.2	30.9	26.6	5.0	6.2	2.5	4.5	56	92	21.0	25.7	25.0	0.5	9.3	3.0	18.7	×	S 5	SE 3	» 0	W 16	W 7	» 0
23	22.4	30.2	26.3	3.9	5.1	1.0	3.8	57	94	25.4	27.7	24.9	0.4	6.3	2.9	22.1	×	SE 12	» 0	» 0	W 9	W 7	» 0
24	21.3	30.7	26.0	2.7	4.6	0.7	3.0	50	92	20.4	22.9	24.5	»	8.6	4.1	17.8	×	» 0	S 1	» 0	W 8	W 3	SE 1
25	22.0	32.9	27.4	1.8	3.8	1.8	4.5	40	96	23.4	25.6	22.1	»	7.0	5.3	19.0	×	S 3	» 0	» 0	NE 5	SE 14	SE 7
26	21.7	30.6	26.2	2.9	4.7	1.8	3.4	55	90	20.0	25.8	24.8	»	10.1	4.6	18.3	×	» 0	SE 2	NE 3	NE 16	NE 11	» 0
27	21.8	30.2	26.0	2.1	3.7	-0.1	1.9	59	88	23.2	25.8	25.4	»	8.7	2.8	19.1	×	» 0	SE 2	» 0	W 15	NW 4	E 5
28	21.9	30.1	26.0	1.7	3.0	0.6	2.9	64	89	24.3	26.7	25.7	1.0	9.3	4.3	20.5	×	» 0	E 3	E 7	NE 11	NE 9	SE 12
29	22.0	30.3	26.1	1.9	4.1	1.9	3.7	61	85	22.0	27.4	27.1	»	9.8	3.9	18.4	×	SE 10	SE 4	E 6	NE 9	NE 5	SE 8
30	22.2	30.6	26.4	2.6	4.2	1.9	2.6	60	87	23.9	26.9	27.7	»	10.0	3.8	19.1	×	SE 5	SE 4	SE 6	NE 10	NE 4	SE 4
Total	669.5	921.4	795.4	88.9	139.7	59.4	124.6	1.678	2.690	682.9	785.6	777.4	24.1	247 h 9	113.5	585.7	×	NOMBRE DE JOURS DE (00 h. à 24 h.)					
Moyenne	22.32	30.71	26.51	2.96	4.66	1.98	4.15	55.9	89.7	22.76	26.18	25.91	×	8 h 26	3.78	19.52	×	Pluie	Orage	Eclairs	Grains	Rosée	Gouttes
																		8	0	0	1	23	2



DATES	Kilomètres parcourus par le vent au sol		VENT EN ALTITUDE Direction en rose de 16 - Vitesse en kilomètres-heure							NÉBULOSITÉ			PHÉNOMÈNES DIVERS	
	en 24 h.	plus forte valeur horaire	heure de début du sondage	1000 m.	2000 m.	3000 m.	4000 m.	5000 m.	6000 m.	07 H.	12 H.	17 H.	Les heures sont exprimées en temps local.	
1	80	7								1	1	5	(I) Sont comptés comme « jour d'orage » les jours où on a entendu le tonnerre.	
2	129	16	08.20	ENE 35	N 15	N 5	ENE 24			tr.	5	2	(II) Abréviations utilisées. — Pluie : PL, averse : AV, gouttes : G, Rosée : RS, brume : BR, halo : H, couronnes : C, orage : OR, tonnerre : T, éclairs : EC, grain : GR, matinée : mat, soirée : soir., solaire : sol., lunaire : lun., petite : pte., faible : fb., légère : lég., moyen ou modéré : md., fort : ft., violent : vlt., etc.	
3	173	14	07.30	ENE 33	E 6	NNE 15	NNW 33	WNW 31	N 40	tr.	5	1		
4	368	22								10 tr.	10 tr.	10 tr.	Fl Gr 5.30; Av 8.00, 11.30, 13.40, 16.30, 17.35; H p. 10, c. 13.	
5	245	16	07.40	NNE 32	NNE 50	NW 35	NW 30	NW 30	NW 33	5	9	5		
6	178	14	07.50	NE 36	NNE 34	NNE 24	NW 7	N 16	NW 8	4	1	4	Rs;	
7	128	14	07.45	NE 12	ENE 14	ENE 15	NW 8	W 30		tr.	10 tr.	10 tr.	Rs; Ptes Av 20.00, 23.00;	
8	78	13								4	8	10 tr.	Rs; Ptes Av 0.20, 13.30;	
9	85	8	08.00	SW 10	SW 2	E 15	S 32	S 22	SSE 27	10 tr.	10 tr.	10 tr.	Rs; Ptes Av 11.45, 17.00; H p. 11; comp. 13, 14; Br 17;	
10	105	12	08.00	E 7	E 32	NNE 19	ESE 12			4	2	4	Rs;	
11	117	12	07.30	E 20	SE 12	N 7	S 11	SSW 16	SW 32	tr.	tr.	tr.	Rs;	
12	105	11	08.50	ESE 15	NE 10	S 24	S 17	SW 30	SW 41	tr.	tr.	10	Rs; G 16.30;	
13	119	11	07.30	ENE 11	ESE 12	NE 11	SSW 15	SE 19	E 5	1	3	tr.	Rs;	
14	133	14	07.40	NNE 15	NNE 9	WSW 16	SSW 41	SSW 19	WSW 14	4	1	1	Rs;	
15	112	12								tr.	3	3	Rs;	
16	197	16	07.55	NE 59	NNE 28	ESE 10	NW 12	NW 31	WSW 15	tr.	tr.	2	Rs; G 10.30;	
17	99	10								6	8	tr.	Ptes Av 10.50; Pl mod 11.50 à 13.00;	
18	111	12	09.30	E 23	E 45	ESE 45	SE 32	E 27	ESE 15	tr.	tr.	tr.	Rs;	
19	113	14	08.15	E 23	ENE 18	ESE 40	ESE 34	E 28	SW 5	tr.	tr.	tr.	Rs;	
20	133	17	07.45	E 30	E 19	SE 29	SSE 20	SE 12	ESE 13	tr.	2	1	Rs;	
21	133	15								tr.	tr.	tr.	Rs;	
22	107	11	07.30	E 30	E 35	ESE 13	E 26			4	5	tr.	Rs; Pte Av 22.40;	
23	110	13	07.45	NE 3						9	2	1	Pte Av 4.00; Fb 13.45; H part 14, 15;	
24	84	14	08.00	E 24	NE 30	NE 33	ENE 33			9	5	tr.		
25	132	16								1	3	1		
26	157	18								1	tr.	tr.	Rs;	
27	84	15	08.35	NNW 4	E 5	SSW 10	E 7	SW 12	SSW 36	tr.	3	1	Rs;	
28	190	15	14.25	NE 20	NE 20	E 25	W 12	SSW 9	WSW 32	4	1	1		
29	161	11								tr.	tr.	2	Rs; Av mod 5.00;	
30	111	9	13.25	N 4	N 14	N 20	NNW 14	WNW 24	WNW 25	tr.	tr.	2	Rs;	
Total	4.077									77	97	86	NOTA	
moyenne	135.9									2.6	3.2	2.9	La vitesse instantanée maximum du vent a été observée le 4 juin; l'anémomètre a indiqué une vitesse supérieure à 40 kilomètres/heure.	

Sondage du 7 à 5.200 W 36.  
 — du 10 à 4.600 S 12.  
 — du 22 à 4.400 E 35.  
 — du 23 à 1.800 E 31.  
 — du 24 à 4.400 ENE 27.

Le Chef du Service Météo-  
 rologique, p. i.,  
 A. JAPY.